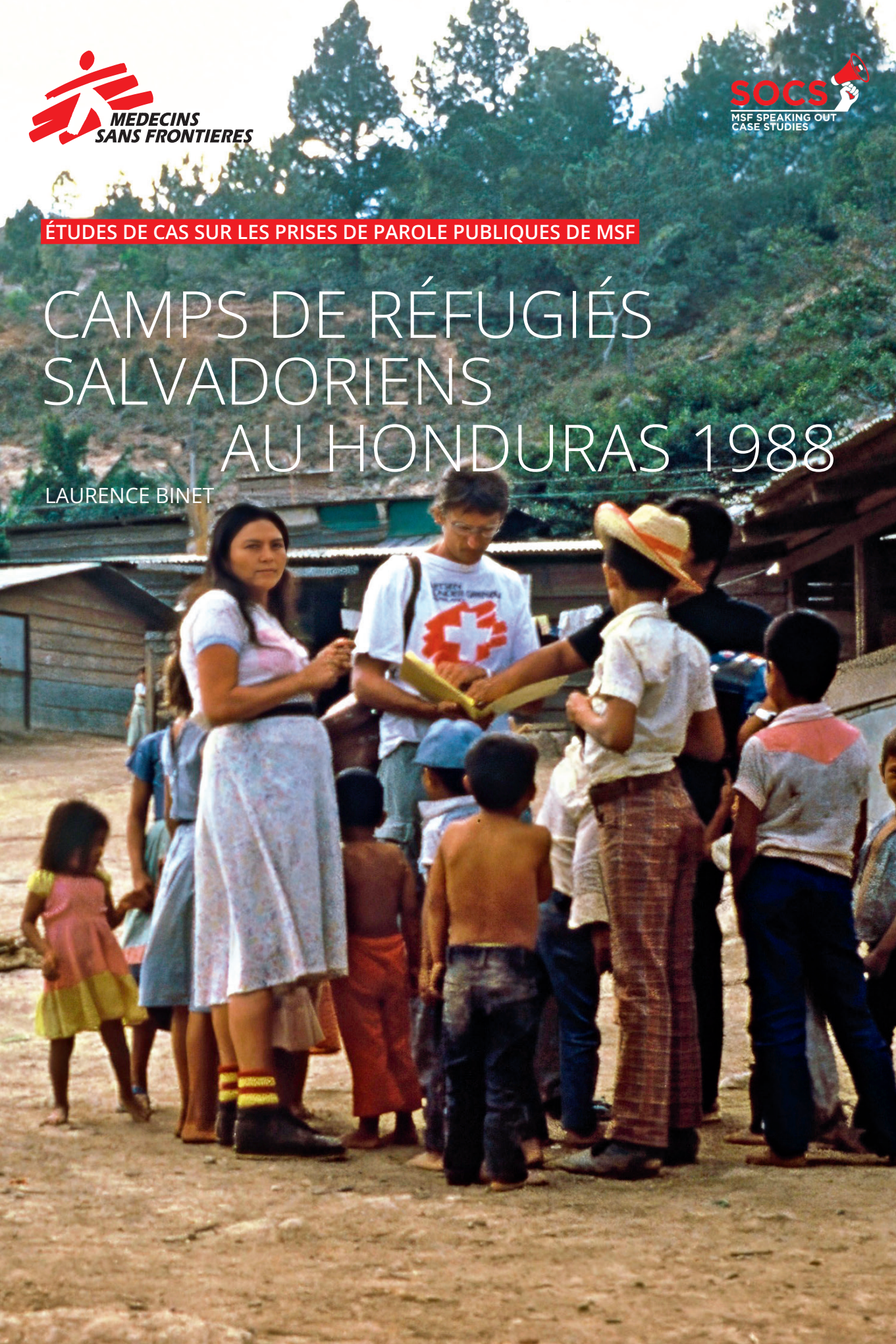
MEDECINS SANS FRONTIERES

SOCS
MSF SPEAKING OUT CASE STUDIES

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CAMPS DE RÉFUGIÉS SALVADORIENS AU HONDURAS 1988

LAURENCE BINET



ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CAMPS DE REFUGIÉS SALVADORIENS AU HONDURAS 1988

DANS LA MÊME COLLECTION,
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

Génocide des Rwandais Tutsi 1994
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [2004]

Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

MSF et la Corée du Nord 1995-1998
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

MSF et Srebrenica 1993-2003
Laurence Binet -Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

MSF et la guerre en ex Yougoslavie 1991-2003
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

MSF et les Rohingya 1992-2014
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

MSF et le Darfour 2003-2009
Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2025]

Comité éditorial : Laurence Binet, Jean-Marc Biquet, Françoise Bouchet-Saulnier, Michiel Hofman, Fiona Terry, Rafa Vilasanjuan - **Directrice d'études/Auteur :** Laurence Binet - **Transcription des entretiens** : Laurence Binet, Françoise Courteville, Pascale Donati -**Traduction de l'espagnol** : Laurence Binet **Correction/préparation de copie :** Valérie Levesque - **Design/layout :** graphite .

Remerciements à Rony Brauman pour ses conseils.
Projet du Conseil International du mouvement Médecins Sans Frontières.

© Médecins Sans Frontières - 2026

AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guideline*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes sections impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en français et en anglais.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil

Bonne lecture !

Le comité éditorial,
2026

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements 6

Acronymes et abréviations 7

Carte 8

Résumé 9

Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988 11

Chronologie des événements 1969-1989 51

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Entretiens réalisés en 2000)

Dr Rony Brauman
MSF France, Président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale

Dr Vincent Jeannerod
MSF France, Coordinateur pour le Honduras de 1981 à 1982

Dr Bernard Pécoul
MSF France, Coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AFP	Agence France Presse
ACNUR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés [*Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados*]
ARENA	Alliance Républicaine Nationaliste (El Salvador) [*Allianza Republicana Nacionalista*]
CONARE	Commission Nationale sur les réfugiés (Honduras) [*Comisión Nacional de Refugiados*]
ERP	Armée de Libération du Peuple (El Salvador) [*Ejercito Revolutionario del Pueblo*]
FMLN	Front Farabundo Marti de Libération Nationale (El Salvador) [*Frente Farabundo Marti para la Liberacion Nacional*]
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
Sitrep	Rapport de situation, rédigé par l'équipe de terrain pour le responsable de programme ou par le responsable de programme pour la direction des opérations et/ou les autres sections de MSF



Camps de réfugiés salvadoriens

Camps de réfugiés nicaraguayens

RÉSUMÉ

Pays très densément peuplé d'Amérique centrale, dont les richesses et surtout les terres sont concentrées entre les mains d'une oligarchie, El Salvador voit naître dans les années 70 des mouvements populaires qui réclament des réformes. Face à la réponse répressive d'un gouvernement ultra-conservateur, soutenu par des groupes paramilitaires, ces organisations populaires s'engagent dans la lutte armée et se rassemblent dans le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN). Au début des années 80, alors que la guerre civile ravage le pays, des milliers de Salvadoriens fuient vers le Honduras voisin, où ils s'installent dans des camps, près de la frontière.

Dès leur arrivée, des équipes de Médecins Sans Frontières leur portent assistance. Plutôt sympathisants de la cause de la guérilla salvadorienne, en lutte contre une dictature, les équipes MSF font également office de « sentinelles des Droits de l'homme » dans les camps soumis aux incursions violentes des armées salvadorienne et hondurienne.

Mais à travers les Comités chargés d'organiser la vie des réfugiés, la guérilla étend une emprise de plus en plus forte sur les camps, considérés comme une vitrine idéologique et une base arrière dont la population doit être tout entière dévouée à la cause.

En 1987, sous l'égide du groupe de Contadora, regroupant plusieurs Etats latino-américains, la guérilla et le gouvernement salvadorien signent les accords d'Esquipulas, qui prévoient un cessez le feu, une commission de réconciliation et des procédures d'amnistie et d'élections. Mais la fraction dure de la guérilla considère les perspectives de retour des réfugiés au Salvador ouvertes par ces accords comme un compromis, qui pourrait l'empêcher de gagner la guerre. Dès lors l'emprise des comités sur les camps se renforce.

Les équipes de Médecins Sans Frontières refusent de répondre à leurs exigences démesurées, telles que la distribution de médicaments aussi inutiles que dangereux par du personnel insuffisamment formé. Ils assistent également à des manifestations de violence contre les réfugiés souhaitant rentrer au Salvador et à des exactions, relevant parfois du sacrifice humain, destinées à montrer au monde les souffrances du peuple salvadorien.

Le bras de fer qui oppose MSF aux Comités à l'été 1988, aboutit au retrait de ses équipes de tous les camps de réfugiés du Honduras à la fin de l'année 1988.

De leur côté, les Comités affirment avoir obtenu le renvoi de l'organisation pour incompétence et insensibilité au sort des réfugiés.

Malgré la volontaire discrétion de Médecins Sans Frontières, qui refuse de mettre en danger les réfugiés en dévoilant la présence de la guérilla dans les camps, les véritables raisons de son départ sont finalement exposées et commentées dans la presse régionale et internationale.

Lors des débats internes qui précèdent son retrait, Médecins Sans Frontières doit successivement trancher les dilemmes suivants :

- Faut-il que MSF, pour pouvoir continuer à assister une population victime d'une dictature accepte que son aide serve à renforcer l'emprise totalitaire de la guérilla qui encadre cette population ?
- Ayant décidé de se retirer au nom de principes, est-il acceptable que MSF expose ces principes publiquement au risque de mettre en danger la population du camp en révélant la présence de la guérilla ?
- A l'inverse, le fait de garder le silence, n'enlève-il pas tout sens et tout impact à son retrait ?

Pour citer ce contenu :
Laurence Binet, « Camps des réfugiés salvadoriens au Honduras 1988 », Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF, octobre 2003, URL: https://www.msf.org/fr/speakingout/msf-et-les-camps-de-réfugiés-salvadoriens-au-honduras-1988



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



Extrait d'entretiens avec des acteurs et/ou témoins des événements.



Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

CAMPS DE REFUGIÉS SALVADORIENS AU HONDURAS 1988

Dans les années 1970, au Salvador, pays très densément peuplé d'Amérique centrale, des mouvements populaires se créent qui réclament une meilleure répartition des richesses et des terres, concentrées entre les mains d'une oligarchie. En 1979, la junte populiste au pouvoir, qui tente des réformes, est déstabilisée par l'oligarchie, l'armée et la frange extrémiste des mouvements populaires. Les éléments progressistes se retirent du gouvernement qui, soutenu par des groupes paramilitaires ultra-violents, renforce la répression.

Les mouvements populaires se lancent alors dans la lutte armée et se rassemblent dans le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN). À partir de 1980, 14 000 Salvadoriens fuient la guerre civile[1] qui ravage leur pays et s'installent dans les camps de réfugiés de Colomoncagua et San Antonio, La Virtud, puis Mesa Grande, dits « camps d'Occident »[2], situés sur le territoire du Honduras à moins de 50 km de la frontière salvadorienne.

Dès la constitution de ces camps, des membres du personnel international (à l'époque, souvent appelés « volontaires ») de la section française de Médecins Sans Frontières portent assistance à ces réfugiés. Ils sont témoins des attaques aériennes de l'armée salvadorienne et des incursions violentes des soldats honduriens dans les camps.

« L'action sur le terrain et le non-engagement politique » Dr Vincent Jeannerod - ***Le Monde Diplomatique*** (France) - mai 1985 (en français). **V1**

Extrait :
Dès le mois d'octobre 1980, l'association Médecins Sans Frontières décide de venir en aide à la population salvadorienne victime de la répression militaire et des combats entre l'armée et les forces du FMLN. Le gouvernement salvadorien, ayant refusé tout type d'aide à l'intérieur du pays, Médecins Sans Frontières décide de prendre en charge les Salvadoriens réfugiés au Honduras. Cette mission qui se situe le long de la zone démilitarisée entre le Honduras et El Salvador, se fait sous l'égide du Haut-Commissariat

1. Bilan de 12 ans de guerre civile : 50 000 morts, 500 000 réfugiés, 500 000 déplacés sur une population de 5,6 millions d'habitants.

2. À l'opposé des « camps de l'Occident » situés à l'ouest du pays, à la frontière avec le Salvador, les « camps de l'Orient » se constituent à partir de 1982, à la frontière du Nicaragua, pour accueillir les réfugiés de ce pays.

des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui en finance une partie. Pendant dix-huit mois, une permanence de douze médecins et infirmiers fait fonctionner un hôpital, des centres de soins et des centres de formation sanitaire. Ce travail humanitaire se fait dans des conditions physiques très difficiles (moyens d'accès et de communication fort rudimentaires, climat subtropical avec saison chaude et saison des pluies) auxquelles vient s'ajouter la menace permanente d'une incursion de l'armée salvadorienne ou des groupes d'extrême droite dans la zone d'accueil des réfugiés. Plusieurs fois, cette zone a été survolée par des hélicoptères militaires salvadoriens ou perquisitionnée par des contingents de l'armée salvadorienne, accompagnés de groupes paramilitaires, tout ceci sous l'œil bienveillant, voire complice, des officiers honduriens.

Le camp de réfugiés est pris entre le marteau de l'armée salvadorienne, toujours susceptible de franchir la frontière parce que sûre d'elle, arrogante, ne connaissant que très peu de limites, et l'enclume de l'armée hondurienne qui empêche les réfugiés de s'éparpiller et sous-traite l'exécution de basses œuvres pour l'armée salvadorienne : exactions, terreur, répression, etc. Toute la complexité de la situation vient du fait qu'elle n'est pas seulement une fabrication de l'esprit. Trois ou quatre ONG viennent s'installer, et les volontaires se perçoivent comme des sentinelles des Droits de l'homme, d'éventuels témoins par anticipation, qui vont protéger les réfugiés par leur présence. De fait à plusieurs reprises, MSF et les autres organisations ont joué un rôle relativement dissuasif face à une menace venant de l'armée hondurienne.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Pendant une période, on a eu beaucoup de témoignages sur des atteintes aux Droits de l'homme ponctuelles, des gens qui ont été victimes de pressions à l'intérieur des camps, voire massacrés. Les Honduriens n'étaient pas des tendres. Ils étaient clairement les alliés des Salvadoriens et ils avaient le feu vert des Américains. Dans le camp de Colomoncagua, il y avait bien évidemment des bases arrière de la guérilla salvadorienne, avec un régime assez autoritaire. Il y avait des allées et venues incessantes, alors que c'était des camps complètement bouclés par l'armée hondurienne. La situation était donc extrêmement tendue à l'intérieur et tout autour des camps.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988 (en français).

La recherche des guérilleros est souvent le prétexte aux incursions de l'armée. Rarement présents physiquement, ceux-ci pilotent à distance les Comités officiellement chargés de la gestion des camps.

À l'époque j'avais appris que le comité était composé d'un noyau de trois ou quatre personnes dont un Irlandais, marié à une Salvadorienne, militant d'extrême gauche. À mon avis c'était un ancien de l'IRA, qui avait travaillé avec la guérilla. Il avait été, je crois, délégué par la guérilla dans le camp de Colomoncagua, à l'intérieur duquel il vivait mais où il ne se montrait jamais. Je ne l'ai jamais vu dans le camp alors qu'il avait les cheveux roux. On

ne pouvait pas le rater, c'était le seul rouquin du coin. Mais je connaissais son existence. Il avait d'ailleurs un surnom et de temps en temps j'ai demandé à le voir, comme un test. Et là rideau ! Impossible ! Il n'existait pas. Il était clandestin.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Les réfugiés étaient des paysans, leur niveau d'éducation était extrêmement faible. Les quelques leaders intellectuels, très peu nombreux, venaient de temps en temps mais ne résidaient pas dans les camps. C'était vraiment des pauvres bougres dirigés par quelques intellectuels. Les leaders étaient internationaux. À l'époque, les Internationalistes, comme on les appelait, étaient pléthore.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988 (en français).

Tandis que le camp de Mesa Grande est sous le contrôle pluraliste de diverses mouvances du FMLN, celui de Colomoncagua vit sous la coupe de l'ERP, faction la plus militarisée.

À La Virtud, transféré ensuite à Mesa grande, il y avait des chrétiens de gauche, des communistes, des maoïstes, des socialistes. Cela représentait vraiment le FMLN, qui allait de la gauche à l' « extrême-orient ». Je dis cela parce que je ne pense pas qu'on puisse dire que la Corée du nord ait un régime d'extrême gauche. C'est vraiment un régime hors « localisation » politique ! Aussi bien La Virtud que Mesa Grande étaient des endroits où on pouvait trouver des responsables ouverts qui n'appartenaient pas à un bloc monolithique.
Le camp de Colomoncagua était dirigé par un comité directement issu du groupe de Joaquin Villalobos qui s'appelait l'ERP. Villalobos était un admirateur de Kim Il-sung. Ses références étaient albanaises et nord-coréennes. Les comités n'avançaient pas avec des portraits de Kim Il-Sung ou de Enver Hodja, mais l'influence idéologique sous laquelle ils se trouvaient était celle de ces régimes-là. Donc l'organisation du peuple était menée en conséquence, directement issue de cette vision sociale et politique-là.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

En février 1982, le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) transfère les réfugiés du camp de La Virtud vers celui de Mesa Grande, plus éloigné de la frontière d'une quarantaine de kilomètres, afin de les protéger des incursions de l'armée salvadorienne. Les réfugiés du camp de Colomoncagua résistent quelques temps à ce transfert. 4 000 réfugiés préfèrent rentrer au Salvador. MSF accompagne la relocalisation des réfugiés. V2

Extrait de « L'action sur le terrain et le non-engagement politique » Dr Vincent Jeannerod (coordinateur MSF France au Honduras en 1981 et 1982) – ***Le Monde diplomatique*** (France) mai 1985 (en français).

Extrait :
Quelques mois plus tard ces camps ont été transférés à 15 km à l'intérieur du Honduras. Cette déportation avait plusieurs buts :
- éviter tout contact direct entre les combattants du FMLN et les réfugiés, coupant ainsi un prétendu approvisionnement de la guérilla qui n'a jamais été prouvé ;
- laisser le champ libre à l'armée hondurienne pour prêter main-forte à l'armée salvadorienne dans sa lutte conte le FMLN ;
- empêcher le passage de nouveaux réfugiés vers le Honduras [...] ;
Tout ce travail de réorganisation répressive se fait contre l'avis des personnes impliquées dans ce programme sur le terrain ; les représentants des réfugiés n'ont jamais été écoutés, les organismes humanitaires (dont MSF) qui souhaitaient discuter des modalités de cette déportation ont été soit menacés, soit expulsés.

Le transfert des réfugiés en 1982, là-bas ils appelaient cela la déportation. Ils s'étaient installés à La Virtud depuis huit mois, avaient commencé à cultiver. Ils ne voulaient pas tout quitter pour aller à 40 km de là, au milieu d'une plaine, dans un camp entouré de barbelés, complètement isolé et surveillé par l'armée. On n'était pas d'accord avec le siège là-dessus. C'est ce qui m'a valu de ne pas être renouvelé dans mon poste de coordinateur. Mon successeur est venu assurer l'assistance médicale du transfert et l'installation dans le nouveau camp. C'était facile de déménager la Virtud. Le camp était ouvert, il suffisait d'amener les camions. Ils ont été emmenés de force.

Dr Vincent Jeannerod, MSF France, coordinateur pour le Honduras de 1981 à 1982 (en français).

Très vite, une première pierre d'achoppement apparait au sujet du déplacement des camps à l'intérieur du Honduras. Là-bas, en espagnol, on l'appelle la « re-ubicacion ». Les réfugiés et ceux qui prennent leur parti sans aucune réserve - moi je prétends qu'on prenait aussi le parti des réfugiés mais avec plus de prudence - ceux qui prennent le parti des réfugiés, en fait des comités, parlent de déportation. Ils ne veulent surtout pas que le camp soit éloigné de la frontière. Le camp de la Virtud, qui était tout à fait informel, a été assez rapidement déplacé et est devenu Mesa Grande, à environ une ou deux heures de piste, une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des terres. C'est un coin où il n'y a que de la piste. Pour aller du camp à la frontière à pied il faut une bonne journée de marche.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Les comités tiennent les réfugiés sous leur coupe et organisent les activités dans les camps sur la base du dévouement collectif à la cause, qui ne laisse pas de place aux libertés individuelles.



« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens. » Bertrand de la Grange - ***Le Monde*** (France) 16 novembre1988 (en français).

Extrait :
« On ne manque pas de témoignages sur le recrutement forcé dans les camps. « Les mères de famille » nous a déclaré un ancien dirigeant du camp « sont convoquées dès que leurs enfants atteignent l'âge de dix ans et on les incite fortement à les remettre à la guérilla. »



Au Honduras, c'est un contrôle total, une instrumentalisation, une obligation de recruter telle personne, une interchangeabilité permanente des gens. C'est un camp-atelier pour la guérilla. Ils fabriquent des hamacs, des chaussures. Les « zapaterias », les ateliers de cordonnerie fabriquent des rangers. Or on ne voit pas un jeune avec des rangers. D'ailleurs il n'y a pas de jeune au-dessus de douze ans. Il y a des femmes enceintes en permanence et dès que les garçons ont douze ou treize ans, ils filent de l'autre côté. C'est une pouponnière – atelier de la guérilla. Ils veulent construire une société où chacun est interchangeable, où chacun est mis au service de tous par l'intermédiaire de la collectivité. Ça veut dire concrètement qu'on organise la santé de base sur un mode très années 1960-1970 avec des brigadistes de santé qui sont désignés en fonction des critères des dirigeants du camp. Nous, MSF, nous n'avons aucun choix possible en fonction de leur formation personnelle, de leur motivation, d'affinités avec nos volontaires. Les brigadistes nous sont désignés par les comités et nous avons la charge de les former. Ce sont des agents de soins de santé primaire avec une dimension idéologique très affirmée. Ils sont formés n'importe comment en quinze jours, trois semaines pour prescrire les médicaments ou les soins censés venir à bout de 90 à 95 % des pathologies les plus courantes. Et puis, au bout d'un temps généralement court, ce qui est à mon avis destiné à éviter des contacts trop prolongés avec des étrangers, ils sont mis dans d'autres activités collectives. Donc un brigadiste de santé va devenir un animateur d'atelier de cordonnerie au bout de quatre ou cinq mois et puis devenir un distributeur de nourriture ou un agent de construction de nouvelles maisons de réfugiés. Il y a une espèce de gouvernement fantôme, vraiment informel, dirigé par les comités qui prend en charge les différents secteurs des activités sociales et politiques : éducation, social, cuisine, hygiène, relations extérieures, sécurité. Ils ont vraiment un petit gouvernement. Ils sont organisés de manière très stalinienne et ils se repassent ces équipes de l'un à l'autre. C'est pour nous une source de pagaille terrible, parce que déjà le système est condamné à l'avance par son côté idéologique.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Les équipes MSF ne prennent pas tous la mesure de l'emprise des comités sur les camps.

Les équipes ne s'en rendaient pas vraiment compte parce que c'était secret. En fait derrière cette apparence de transparence, rendue possible par la proximité culturelle et linguistique, il y avait un secret très lourd, surtout à Colomoncagua. Des tas d'activités étaient totalement cachées et des discours permanents tenaient les gens à distance. Ils ne le voyaient pas parce que c'était difficile à voir et que personne n'avait trop envie de voir ça. Et puis ces incidents étaient ponctuels.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

La cause salvadorienne, qui s'oppose à des forces de répression particulièrement féroces, jouit d'un capital de sympathie auprès de nombreux membres du personnel de MSF.

Au départ il y a une très forte adhésion de l'équipe à la cause des réfugiés ou au symbole que représentent ces réfugiés. Une adhésion plus forte qu'au Soudan, par exemple, ou dans d'autres camps de réfugiés. C'est la proximité politique et culturelle qui joue. On peut parler directement avec les gens, sans intermédiaire, car l'espagnol est la langue courante et unique. Et puis le panorama politique est beaucoup plus classique : un peuple se dresse contre une dictature militaire d'extrême droite. Tous les éléments d'une reconnaissance politique sont là qui permettent une forme identification. Moi aussi j'adorais être là-bas. Tout de suite j'ai souhaité m'occuper de cette région, parce que je parlais espagnol et parce que ce contexte me passionnait. Plus j'y allais, plus j'aimais y aller. Le Salvador, le Honduras, le Nicaragua étaient des endroits de prédilection pour moi. C'est génial d'aller dans des endroits où tu peux comprendre ce qui se dit quand tu écoutes la radio ou regardes la télé, ce qui est écrit quand tu lis les journaux, où tu peux parler directement avec les gens. Tu te sens à l'aise. Tu as de vrais rapports avec les gens, c'est très sympa.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Au début la plupart des membres du personnel de MSF considèrent même leur engagement dans l'action humanitaire comme une démarche politique militante.

Une partie des équipes MSF n'arrivait pas au Honduras par hasard, mais par cooptation, se présentant comme copain de tel membre de l'équipe. C'était sans doute du noyautage politique, militant. Ça fait partie du jeu… Mais là-bas, ça se cristallisait plus que partout ailleurs en raison de l'apparente clarté des enjeux politiques et de cette très grande familiarité dans laquelle on se trouvait. C'était moins du noyautage qu'une certaine idée qu'ils se faisaient de MSF. MSF devait être du côté du peuple insurgé, du peuple debout. L'humanitaire ça consistait à être aux côtés des forces de progrès. Un humanitaire qu'on ne

pense pas trahir mais qu'on pense être très justement au service de cet idéal politique. C'était un point de vue un peu tordu mais un point de vue classique. Des médecins MSF passaient de Mesa Grande à la guérilla. Deux ou trois médecins espagnols ont disparu, dont une femme qui a été tuée. Ils sont passés à la guérilla. Ils utilisaient Mesa grande comme un point de départ et filaient vers Colomoncagua où ils passaient la frontière grâce à leurs propres appuis locaux. Ils disparaissaient puis revenaient via Mesa Grande. C'était un peu délicat. Cela se faisait à notre insu. Je ne l'ai appris que plus tard. Je trouvais ça « limite » parce qu'ils mettaient les gens en danger. Mais finalement ce sont eux-mêmes qu'ils ont mis en danger et c'est respectable. Ils n'ont pas joué. Ils ne revenaient pas à Mesa Grande avec des drapeaux rouges. À leur retour, ils se fondaient dans la masse. Et puis, hop ! ni vus ni connus, ils repartaient par le Honduras. Ils abusaient un peu d'un billet d'avion, mais on se disait que là-bas, ils faisaient aussi de la médecine.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Développer l'aide humanitaire dans un camp comme ça, c'était assez compliqué parce que la plupart des volontaires qui étaient là avaient pris fait et cause pour la guérilla. MSF a essayé de maintenir une position impartiale dans ces camps, et ce fut un exercice de haute voltige. À un certain moment, on était très engagé. À notre insu, nous avons fourni des médecins à la guérilla, qui nous ont quittés clandestinement. Ils sont passés par le canal MSF pour entrer dans la guérilla, donc ils ont utilisé le billet d'avion payé par MSF pour aller lutter. C'était une démarche individuelle. L'une de ces volontaires en est morte. Elle s'est fait tirer dessus lors de son premier retour du Salvador au Honduras. Ils s'infiltraient dans différents endroits, puis commençaient à circuler d'une zone à l'autre. Quand je suis arrivé, j'étais un peu naïf. Cette situation était explosive. Au bout d'un moment je m'en suis rendu compte. On avait de super contacts politiques avec les gens de la guérilla. La coordinatrice du camp de Mesa Grande que j'ai remplacée partageait la vie d'un des leaders de la guérilla. Elle était complètement engagée. Elle était enceinte. Elle a fait croire qu'elle rentrait en Espagne, mais en réalité elle a rejoint la guérilla. Elle pensait que j'allais maintenir les liens avec la guérilla et, avant de partir, elle m'avait laissé les « clés », c'est-à-dire les consignes pour l'approvisionnement en médicaments et les cours d'éducation sanitaire qui étaient en fait quasiment des cours d'éducation politique !

Dr Bernard Pécoul, MSF France, coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988 (en français).

Les équipes de MSF déposent aussi dans les villages proches de la frontière, des lots de médicaments que des guérilleros viennent récupérer.

Très tôt, on commence à laisser passer des petites quantités de médicaments de l'autre côté, pour la guérilla, sans y aller nous-mêmes directement. Ces lots de médicaments sont laissés à la disposition des guérilleros, dans un endroit où ils viennent les ramasser.

Les militaires sont présents dans le petit village de La Virtud où MSF est installé. Ils ont l'œil partout et il y a vraisemblablement des indicateurs dans le village, donc on fait très attention.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Il n'y avait pas d'aide directe à la guérilla de la part de MSF, mais on soignait tous les blessés à la frontière, et il y avait évidemment des guérilleros parmi eux.
On effectuait aussi des dépôts de médicaments dans les villages. Les distances étaient longues donc quand un paysan allait dans un village éloigné, on lui donnait une cargaison. Un jour j'ai été convoqué par Negroponte, l'ambassadeur américain. Il m'a montré des photos avec des tentes et des stocks de médicaments au logo MSF. Ces photos avaient été prises au Salvador dans les zones tenues par la guérilla qui avait sans doute détourné le matériel et les médicaments.

Dr Vincent Jeannerod, MSF France, coordinateur pour le Honduras de 1981 à 1982 (en français).

En revanche MSF, en tant qu'organisation, ne cautionne pas l'ensemble de cette démarche militante, ce qui crée des tensions entre le terrain et le siège.

De temps en temps, le gars du HCR me passait un coup de fil en me disant : « ce serait bien que tu viennes ». C'était le code. Donc je savais que les volontaires étaient allés trop loin, qu'ils avaient participé à des meetings, dénoncé… et donc j'allais là-bas. Ils en faisaient parfois trop vis-à-vis de la guérilla, ils commettaient des imprudences, cherchaient la ligne de rupture avec les militaires. « Ils », c'est-à-dire les radicaux, ceux qui disaient « on est là pour restituer la voix des réfugiés ». La voix des réfugiés, c'était la voix des comités et les comités c'était la guérilla. Donc il y avait un mélange de tout. Mais il y avait aussi quelques futurs cadres de MSF, qui avaient la tête plus froide. Ils faisaient la différence entre l'intérêt des réfugiés et les oukases des comités et faisaient passer une ligne de partage très claire entre les deux. Je me rappelle une fois être arrivé à Colomoncagua, entièrement par mes propres moyens, accueilli par personne, même pas à Tegucigalpa. Heureusement, je connaissais bien le pays, donc je suis allé jusque dans le camp de réfugiés à pied depuis Colomoncagua. Je suis arrivé dans une atmosphère glaciale, genre « qu'est-ce que tu viens faire ici ? » « Je viens voir ce qu'on fait ». Et là, avec les discussions, paradoxalement, j'ai approfondi le clivage à l'intérieur de l'équipe, en donnant à ceux qui tentaient de ne pas se laisser attraper par le discours ambiant quelques arguments de droit humanitaire, de principes humanitaires. Je leur disais : « ce n'est pas notre travail. Si, dans le monde entier, les camps de réfugiés devaient rester près des frontières, ils deviendraient tous des plates-formes politiques (on n'utilisait pas encore le terme « sanctuaire » à l'époque) et de ce fait les réfugiés seraient immédiatement menacés ». Je me rappelle très bien une réunion à Colomoncagua au cours de laquelle certains volontaires ont été visiblement soulagés par la venue d'un responsable de MSF qui ouvrait des droits à leur indignation vis-à-vis des comités de réfugiés. Ils devaient faire face à d'autres volontaires qui considéraient que ces comités avaient des droits quasi illimités et qu'eux, les volontaires n'avaient que des devoirs. Selon eux, protester, s'étonner, s'indigner, c'était déjà faire le

jeu des escadrons de la mort, de l'impérialisme de la CIA… c'était très chargé sur le plan idéologique, c'était les derniers feux de cette époque.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Naturellement on avait une tendance pro guérilla, mais rapidement on a dénoncé les abus. C'était une guérilla extrêmement dictatoriale, et elle commettait des abus en termes de droits de l'homme à l'intérieur des camps. On était très vigilant. La protection des populations civiles du camp passait par une attitude de partialité. Les populations civiles étaient beaucoup plus mises en danger que nous. Ces familles étaient sous la menace des Honduriens qui n'hésitaient pas à tirer.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988 (en français).

Les comités, qui veulent susciter la compassion de la communauté internationale et s'assurer son soutien, s'efforcent de montrer que les réfugiés ne sont pas bien traités par les organisations chargées de les assister.

À Colomoncagua, ils ont affamé des gamins dans l'attente d'une délégation qui venait d'Amérique du nord, de sénateurs et d'intellectuels libéraux, progressistes américains. Cette délégation venait jouer un rôle protecteur auprès des réfugiés, montrer qu'ils étaient « les damnés de la terre » au Salvador, puis au Honduras, qu'on les laissait crever de faim, que la nourriture n'arrivait pas, qu'on voulait les exterminer parce qu'ils représentaient une menace pour l'impérialisme. Quand les Comités ont exhibé ces gamins « malnutris », les volontaires se sont dits : « d'où viennent-ils ? il y a des centres de nutrition partout, de la nourriture en pagaille ! »

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

En août 1985, les militaires honduriens opèrent un raid meurtrier dans le camp de Colomoncagua. Un nourrisson meurt dans les bras d'un médecin MSF qui est accusé d'homicide volontaire par les militaires et jeté en prison. Les réfugiés se mobilisent et obtiennent sa libération. V3
Pendant ce temps, lors de l'attaque du camp, les équipes MSF assistent à la tentative de sacrifice d'un blessé par un groupe de réfugiés qui veulent en faire un martyr.

Et puis il y a eu cet épisode qui a vraiment bouleversé les choses, l'incursion de l'armée hondurienne dans les camps sous le prétexte de chercher des guérilleros, qui, à l'évidence, étaient là. Les soldats honduriens, certains ivres, d'autres animés par une espèce de haine, par un mélange de xénophobie et d'anticommunisme, se sont comportés comme des

soudards violents. Ils ont tiré, tabassé un vieillard, donné des coups de pieds dans la tête d'un nourrisson. Ils ont tiré par terre et en l'air. Des balles perdues ont blessé plusieurs personnes. C'était une espèce de pogrom, une agression en bonne et due forme. Les volontaires MSF se sont comportés de façon très courageuse et efficace. Ils se sont immédiatement interposés, ils ont montré qu'ils étaient des témoins visuels qu'ils allaient rapporter tout cela. Ils ont réussi à prendre le premier blessé qui avait une balle dans le poumon droit, à lui faire un pansement, lui poser une voie intraveineuse, à le mettre en condition pour qu'il soit évacué vers l'hôpital voisin. À peine, avait-il été chargé dans l'ambulance qu'un petit commando dirigé par les comités s'est précipité sur le blessé, lui a arraché sa perfusion, son pansement etc… Ils voulaient qu'il meure. Leur angoisse était que ce type soit sauvé, qu'il ne soit qu'un blessé léger, guéri par des médecins honduriens. Toute leur stratégie victimaire aurait été, non pas mise à plat parce qu'ils avaient été réellement attaqués, mais un peu dégonflée. Donc ils ont essayé de tuer ce type. Ils ont échoué parce que MSF a finalement réussi à l'évacuer. Il avait une blessure moins grave qu'on ne le craignait et a pu être opéré correctement et sauvé. L'équipe médicale, aussi embarquée soit-elle dans la politique, le militantisme, l'appui aux réfugiés dans le sens le plus idéologique du terme, a été ébranlée par cette tentative de sacrifice.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

En 1986, MSF remplace Caritas dans la prise en charge médicale de tous les camps de l'Occident. Les équipes MSF s'efforcent de rationaliser le système de gestion de l'assistance, en appliquant des critères d'éthique et d'efficacité médicale. Ils se refusent à prescrire certains médicaments, ce qui leur vaut d'être accusés par les comités de ne pas soigner correctement les réfugiés. Ces reproches deviennent permanents et publics.

Pour un camp de 8 000 réfugiés, il pouvait y avoir une dizaine de postes de santé avec des brigadistes formés à la va-vite… Quand j'allais dans les camps, je regardais les registres de consultation : c'était effarant. Ça devenait vraiment un problème de santé publique au sens strict. Ils disposaient de cardiotoniques, de digitaliques, des médicaments dangereux qui peuvent provoquer des troubles du rythme cardiaque, des pommades corticoïdes utilisées sur des herpès, ce qui peut provoquer des accidents graves. Ils utilisaient n'importe quoi. Certes, les listes de médicaments que MSF avait mises en place étaient un peu discutables, mais elles étaient une base qu'on pouvait moduler en fonction des circonstances locales. Mais mettre des corticoïdes, des cardiotoniques, des antibiotiques puissants à la disposition de gens qui ont une formation de quinze jours, c'était tout simplement irresponsable. Donc j'arrivais pour couper ces approvisionnements de médicaments dangereux pour les brigadistes. Je voulais qu'ils n'aient pas plus de cinq médicaments. En réalité je ne voulais tout simplement pas qu'il y ait des brigadistes, mais il était impossible de revenir sur la décision des comités. On n'y pouvait rien. On pouvait juste essayer d'éviter qu'ils utilisent n'importe comment les médicaments fournis par MSF qui ne pouvaient être prescrits que par des médecins. Ni infirmière ni brigadiste ne pouvait prescrire des cardiotoniques. J'interdisais les achats de médicaments de ce type-là.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Lettre du Dr Magdi Ibrahim coordinateur MSF France au Honduras au responsable de programme à Paris, mars 1988 (en français).

Extrait :
À Colomoncagua, après une période d'accalmie, léger sursaut avec cette histoire de médocs périmés fomentée de A à Z par le « teniente » [le responsable du camp] Lorena, que j'ai vue à 21h30 après la réunion, avait la gorge nouée et presque les larmes aux yeux. Manipulation totale. En fait, je crois qu'actuellement le climat est intenable à Colo et les agences, à la dernière réunion trimestrielle, en ont fait le sujet principal… La fameuse lettre dont je t'ai parlé au téléphone vient, je pense, à point, car on peut réagir. Le HCR s'oriente surtout à faire sauter le « teniente ». Je viens d'apprendre ce soir que Chantal Messié a eu un problème en sortant du camp, au contrôle. Elle aurait été convoquée deux heures plus tard par ce fameux teniente, qui lui annonçait qu'il comptait envoyer un rapport demandant son départ du Honduras ! J'espère que cela s'arrêtera aux paroles.

« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens » Bertrand de la Grange correspondant en Amérique centrale - ***Le Monde*** (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
Selon des représentants des réfugiés, le conflit a commencé dès 1984 lorsque MSF aurait décidé de « changer de politique », diminuant le nombre de médicaments disponibles et, disent-ils, se désintéressant peu à peu des malades. En fait, les premiers signes de tension n'apparaissent qu'en octobre 1987 : les réfugiés de Mesa Grande organisent alors une manifestation pour dénoncer « l'insensibilité » de MSF à leurs problèmes.

En 1987, initiés par le Groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), les accords d'Esquipulas sont signés : ils prévoient entre autres l'instauration de cessez-le-feu, de commissions de réconciliation, de procédures d'amnistie et d'élections. Ils ouvrent des perspectives de retour au Salvador pour les réfugiés du Honduras. Mais l'ERP (armée de libération du peuple), la fraction dure du FMLN, considère le rapatriement comme un compromis avec le gouvernement salvadorien qui peut l'empêcher de gagner la guerre. Les rares candidats au retour sont menacés, voire dissuadés par la manière forte.

Le rapatriement était un enjeu très compliqué parce qu'il pouvait apparaître tantôt comme une espèce de victoire de la guérilla qui disait « regardez, on est capable d'assurer la protection de notre peuple », tantôt comme une victoire du gouvernement et de l'armée puisque ça voulait dire « vous voyez, il n'y a plus de guerre on a gagné ». De toute façon, c'était le début d'un processus électoral qui a été chaotique et qui ne s'est vraiment mis en place qu'après l'offensive de 1993 sur San Salvador. Ça correspond aussi à une période de division très grande du FDR-FMLN. On est en pleine déglaciation, en 1988-1989. C'est le moment où les effets de la glasnost, de l'affaiblissement soviétique, se font sentir dans l'en-

semble des guérillas du monde. En Afrique du sud, Mandela commence à négocier. C'est étonnant de voir à quel point ça se transmet rapidement sur l'ensemble des terrains de guerre.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Au bout de 9-10 ans, à MSF on n'avait plus les mêmes états d'âme. La situation évoluait, il se passait des choses au Salvador. D'abord on avait réussi à entrer dans les différents endroits, au Salvador, au Guatemala. On a commencé à connaître les positions politiques des différents groupes. Au Salvador, les chrétiens démocrates n'étaient pas aussi fous que l'extrême droite. Cela a modifié notre analyse et a justifié qu'on n'accepte plus les excès des comités… En plus à MSF, avec Rony et quelques autres, on était une bande de passionnés de cette région, qu'on avait bien analysée. Les compromis qu'on était capables de faire en 1983-1984, on n'était plus capables de les faire en 1988. On trouvait que le jeu n'en valait plus la chandelle. Et puis je pense que, en 1988 celui qui était faible, qui commençait à lâcher prise vis-à-vis de ces gens-là, se faisait avaler.

Dr Bernard Pécoul, MSF France, coordinateur du programme de Mesa Grande, puis coordinateur pour le Honduras de 1982 à 1988 (en français).

Après la victoire de l'extrême droite aux élections législatives du Salvador en mars 1988, l'armée salvadorienne reprend ses offensives en mai dans les départements de Chalatenengo, et du Morazan, frontaliers du Honduras. Le 14 juin 1988, dans un communiqué, la « communauté réfugiée salvadorienne de Colomoncagua - Honduras » annonce sa décision d'entreprendre une grève de la faim pour protester « contre la répression des autorités militaires et les manœuvres du HCR Honduras pour inciter au rapatriement ».

Document original non retrouvé mais dont l'existence est signalée p. 15 dans le rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras, rédigé en décembre 1988 (en français).

Extrait :
14 juin : 1er communiqué (de 8 pages) émis par la « communauté réfugiée salvadorienne de Colomoncagua - Honduras » ; il y est annoncé le début d'une grève de la faim à caractère permanent en protestation contre la répression des autorités militaires et les manœuvres du HCR Honduras pour inciter à la « repatriation ». Le document reprendra tous les aspects de l'assistance émettant des critiques en général sur les différents secteurs de l'assistance, plus acerbes sur l'aspect médical.



« 33 réfugiés salvadoriens en grève de la faim » ***El Tiempo*** (Honduras), 23 juin 1988 (en espagnol).

Extrait :
Waldo Willalpando, le représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés au Honduras a confirmé que, depuis vendredi dernier 33 réfugiés salvadoriens sont non pas précisément en grève de la faim, mais en situation de jeûne.

Le 17 juin 1988, 15 réfugiés commencent une grève de la faim à Mesa Grande.



Document original non retrouvé mais dont l'existence est signalée p. 15 dans le rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF France au Honduras, rédigé en décembre 1988 (en français).

Extrait :
17 juin : communiqué émis par 15 réfugiés ayant initié ce jour la grève de la faim (ils seront 35 le 23 juin). Ce document de 2 pages émanant de la communauté salvadorienne de Mesa Grande portait le titre « Jeûne contre la faim et la répression ». Il y sera fait la proposition d'une table alimentaire[3] [liste des aliments devant être fournis aux réfugiés, établie en fonction de critères diététiques] revue à la hausse selon leurs critères.

Le 24 juin 1988, le HCR publie un communiqué informant que les taux de mortalité dans les camps de réfugiés sont inférieurs à ceux de la population hondurienne.



Communiqué du HCR - ***El Tiempo*** - (Honduras), 24 juin 1988 (en espagnol).

Extrait :
Soucieux de fournir des éléments permettant de porter un jugement adéquat sur l'état de santé des réfugiés salvadoriens, le HCR informe que le taux de mortalité infantile dans les camps de réfugiés salvadoriens s'élève à 5,04 % alors que celui de la population générale du Honduras atteint 8,5 % et que le taux global de mortalité dans les camps est de 0,36 % contre 0,95 % pour l'ensemble de la population du Honduras.



« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens » Bertrand de la Grange correspondant en Amérique centrale - Le Monde (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
La polémique s'est enflée. Le HCR publie des rapports prouvant que les réfugiés salvadoriens bénéficient d'une couverture médicale supérieure à celle de la population

3 . Liste des aliments devant être fournis aux réfugiés, établie en fonction de critères diététiques.

du pays d'accueil. « Les réfugiés salvadoriens, affirme un fonctionnaire du HCR, sont des enfants gâtés. Ils bénéficient de rations supérieures (2 700 calories par jour) à la plupart des réfugiés que nous assistons sur les autres continents ».

Document original non retrouvé mais dont l'existence est signalée p. 15 dans le rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF France au Honduras, rédigé en décembre 1988 (en français).

Extrait :
28 juin : début de la grève de la faim à Colomoncagua de 40 personnes pour atteindre le nombre de 280 grévistes de la faim le 2 juillet ! À San Antonio, ils seront une vingtaine.

Les 30 juin et 1er juillet 1988, les représentants de MSF et du HCR mènent une négociation marathon avec les représentants du comité de Colomoncagua.

Lettre du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras au responsable de programme, 5 août 1988 (en français).

Extrait :
30 juin : visite Rony à Colo - Annonce de l'éventualité du retrait de MSF au cas où nous continuerions à être la cible des pressions constantes des comités. J'ai eu à continuer neuf heures de discussions par la suite, durant lesquelles on a discuté de l'alimentation supplémentaire : de la « vitaminisation » des centres de nutrition supplémentaires. Là je m'étais opposé à la proposition de Fecci [Feci], de le HCR, d'apporter d'éventuelles donations de vitamines à ces centres… Arrêt des négociations sur le premier point concernant leurs demandes dans le domaine « santé et où ils exigeaient la présence physique d'un médecin 24 heures sur 24 dans le camp même. Avons refusé, comme les comités le demandaient, que l'on revienne le lendemain (samedi), espérant nous avoir à l'usure, et dans l'espoir d'obtenir d'éventuelles concessions, comme ce fut le cas pour la diète alimentaire[4], que l'ACNUR [HCR] a négocié au nom de Caritas,

Et puis à nouveau, effervescence revendicatrice sur les médicaments, la nourriture, des aliments haute énergie pour soigner les affamés qui n'existaient pas ! Avec Françoise Tholly [la responsable de programme] et le coordinateur, je me suis retrouvé dans une négociation vraiment extraordinaire dans une salle de réunion du camp de Colomoncagua. C'était la saison des pluies, qui tombaient drues sur le toit de tôle, c'était assourdissant. Autour, malgré la pluie, 150 ou 200 réfugiés faisaient un sit-in en criant leur mot d'ordre : « tenemos hambre, queremos medicinas » nous avons faim, nous voulons des médicaments. La discussion a duré deux jours pleins, pendant huit ou neuf heures chaque jour. Lorsque la pluie cessait, les mots d'ordre revenaient, s'amplifiaient. Quand la pluie revenait, ils allaient s'abriter sous un auvent avec leurs banderoles. Ils maintenaient une pression permanente. En tête de la foule, se tenait une vingtaine de représentants des comités, essentiellement des femmes. On avait l'impression d'avoir affaire à des militants maoïstes de la fin des années soixante. Ils disaient : « on refuse le savoir académique bourgeois », « el saber

4. « diète » est ici utilisée au sens de : « détermination des rations convenant aux diverses catégories de consommateurs ».

académico burguès ». J'étais accusé de vouloir l'introduire en réservant aux médecins le droit de prescrire. Ils disaient qu'ici le peuple voulait tous les pouvoirs, y compris le pouvoir de soigner, que c'était comme ça que ça marchait et qu'on n'avait pas à imposer notre loi impérialiste. Donc il y avait négociation sur les médicaments, les médecins etc. Mais moi j'étais là pour discuter mais pas pour négocier. Françoise Tholly qui n'avait pas de passé politique, et ne connaissait pas ce vocabulaire était impressionnée. Moi je jubilais. À la fin j'en avais marre parce que c'était fatigant. Mais c'était drôle. Je reconnaissais les techniques de négociation de Moscou ou des communistes. Ils gagnent la bataille à l'épuisement, en répétant toujours la même chose. Ils sont interchangeables. Nous, on ne l'était pas. Ils essayaient de nous avoir à la fatigue, on n'avait rien à céder. Je n'allais pas laisser MSF donner des médicaments dangereux à des gens qui ne pouvaient pas les utiliser. Il n'y avait pas de négociation possible à ce sujet. Donc je leur avançais les mêmes arguments. Et d'ailleurs à certains moments, tout le monde éclatait de rire. Et ensuite ils reprenaient leur air méchant. Il n'y avait pas de haine. Il y avait quand même quelque chose qui passait entre nous.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Dans le camp de San Antonio, l'entrepôt de médicaments est pillé. L'infirmière MSF doit faire face à l'hostilité d'un groupe de réfugiés. MSF proteste.

Rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras, rédigé en décembre 1988 (en français).

Extrait :
30 juillet : agression de l'entrepôt de stocks de médicaments dans le camp de San Antonio ; manifestations hostiles vis-à-vis de l'infirmière de Médecins Sans Frontières de San Antonio car, selon leur appréciation, « ne collabore pas et a une attitude négative » ; ces faits coïncideront avec la présence de Rony Brauman en visite au Honduras, dans la zone de l'Occident.

Dessin et recueil de témoignages auprès de patients, réalisés par les comités de réfugiés (couverture + un récit) - (en espagnol).

Extrait :
Témoignages de patients qui ont été maltraités par MSF.
[...] Moi, Genoveva Marquez, âgée de 101 ans, du sous-camp de Vegas. Je souffre d'une douleur au cœur et de palpitations. Les médecins m'ont donné un ou deux comprimés mais cela ne m'a pas soulagé. Je souffre de cette maladie depuis deux ans et ce sont les seuls comprimés qu'ils m'ont donnés.
Depuis 1987, je suis suivie par les médecins. Mais ils finissent toujours par me dire : « je ne vous donne pas de médicaments parce que vous avez déjà beaucoup vécu, vous êtes très âgée, les anciens comme vous n'ont plus besoin d'assistance médicale. Ils m'ont donné quelques vitamines mais cela m'a plutôt incommodée ».

Le 2 juillet, la communauté réfugiée de Colomoncagua publie un communiqué dans El Tiempo **dénonçant le refus de MSF de fournir des vitamines et affirmant que le HCR soutient les réfugiés dans cette lutte.**

Communiqué de la Communauté réfugiée de Colomoncagua - ***El Tiempo*** (Honduras), 2 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
La communauté des réfugiés salvadoriens au Honduras à l'ensemble du mouvement de solidarité national et international, aux organisations humanitaires, au mouvement œcuménique des églises, aux organisations non gouvernementales, aux gouvernements amis aux travailleurs du monde entier. Nous portons à votre connaissance le communiqué numéro 3 :
[...] MSF dans la discussion sur le régime alimentaire des personnes « malnutries » et des femmes enceintes a refusé que les réfugiés administrent eux-mêmes les vitamines et les reconstituants et a même menacé de se retirer du programme. La délégation du HCR Genève nous a donné l'autorisation d'administrer nous-mêmes les vitamines.

Le 4 juillet 1988, un réfugié du camp de Mesa Grande, candidat au retour, assassine le leader qui lui interdisait de partir. Une foule en colère tente alors de le lyncher, ainsi que des membres de sa famille.

Lettre du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF France au Honduras au responsable de programme de MSF France, 5 août 1988 (en français).

Extrait :
Le 4 juillet, problème de sécurité interne à Mesa Grande - Un coordinateur du camp est assassiné ; les trois personnes en cause dans cet assassinat ont failli être lynchées au nom des « tribunaux populaires » et n'ont dû leur survie que grâce à la protection physique des internationaux présents (MSF, ACNUR, HCR, CARITAS...).

« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens » Bertrand de la Grange - correspondant en Amérique centrale, Le Monde (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
Un événement grave survient après le départ de M. Brauman : le dirigeant du comité de Mesa Grande, « Moises » (c'était son nom de guerre), est assassiné le 4 juillet par un autre réfugié. Dans les heures suivantes, le meurtrier et deux membres de sa famille seront lynchés par une foule surexcitée qui s'acharne sur eux à coups de gourdin et de couteau. Les trois hommes, grièvement blessés, sont sauvés de justesse par l'intervention de représentants des organismes internationaux. Ils seront par la suite rapatriés au Salvador, à leur demande. Le président et l'ensemble du personnel volontaire de MSF (des Français, mais aussi des Belges, des Suisses, des Espagnols et des Latino-Américains)

sont atterrés par le règlement de comptes politiques : « Moises », en effet, avait été assassiné par des réfugiés qui ne voulaient plus collaborer avec la guérilla.

Le 5 juillet 1988, 281 réfugiés des camps de Colomoncagua et San Antonio sont en grève de la faim.



« Les réfugiés se rassemblent pour une protestation pacifique » ***El Tiempo*** (Honduras), 5 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
Les réfugiés ont organisé des meetings et des marches à l'intérieur des camps en solidarité avec les 281 compagnons qui ont entrepris de jeûner. Eux aussi réclament, entre autres, un régime alimentaire plus complet et une assistance médicale permanente.

Le 6 juillet 1988, MSF publie dans le journal hondurien *El Tiempo* un communiqué envisageant la possibilité d'un retrait



Lettre du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF France au Honduras au desk MSF France, le 5 août 1988 (en français).

Extrait :
6 juillet : communiqué de MSF dans le journal *El Tiempo*, expliquant notre position et la possibilité d'un retrait en cas de désaccord, si les comités persistaient dans leur attitude radicale.

Le 7 juillet 1988, le comité envoie une lettre à Damaso Feci, responsable du HCR à Genève, lui demandant de remplacer MSF par une autre organisation.



Lettre des réfugiés de Colomoncagua et San Antonio à Damaso Feci, responsable du HCR pour l'Amérique centrale à Genève, 7 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
En raison de la faiblesse de l'assistance médicale prodiguée par le personnel de MSF, le mauvais traitement des patients, le manque d'attention de son personnel, l'absence de médicaments disponibles pour la communauté, le refus d'écouter nos requêtes concernant la qualité de son action humanitaire, les menaces de se retirer du camp [...]. Pour signaler un exemple récent, le 3 juillet, il n'y avait aucune présence de son personnel dans le camp pendant la nuit. En conséquence madame Elia Ramires, 25 ans, du sous-camp de Vegas, a passé la nuit dans un état grave sans savoir à qui demander secours. Avant tout, nous nous sentons obligés de vous demander de retirer l'agence MSF des programmes concernant les réfugiés, parce qu'elle ne remplit pas son mandat humanitaire. Nous vous demandons de passer un contrat le plus rapidement possible

avec une autre institution humanitaire qui se préoccupe du bon état de santé des réfugiés.

Le 8 juillet 1988, Rony Brauman et Magdi Ibrahim annoncent aux réfugiés, le retrait des équipes MSF des camps de Colomoncagua et San Antonio, en raison des attitudes critiques continuelles, des calomnies injustifiées et parfois des agressions physiques auxquelles elles doivent faire face. Des gardes de vingt-quatre heures sont maintenues, afin de répondre aux situations d'urgence et prendre en charge les patients atteints de maladies chroniques.



Lettre du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras au responsable de programme MSF France, le 5 août 1988 (en français).

Extrait :
8 juillet - Colomoncagua : discussions informelles avec plusieurs coordinateurs du camp, annonçant notre décision de nous retirer au village suite à la réception d'une copie de la lettre adressée à Damaso Fecci [Feci],et qui, pour le moins, était calomnieuse à notre égard. Nous continuons à assurer : les gardes 24h/24 à partir du village en cas d'urgence ; le suivi des patients avec un traitement au long cours (asthmatiques, épileptiques) ; le suivi des patients à envoyer en rendez-vous à Tegucigalpa ; la distribution des médicaments de base aux leaders de santé et enfin la distribution de plusieurs exemplaires de *El Tiempo* avec notre communiqué.
San Antonio : réunion avec le comité du camp qui nous promet une réponse à la lettre adressée à Rony durant sa présence. Pour l'instant demander au HCR de remplacer MSF. Annonce de notre décision de n'assurer que les urgences et à partir de Colomoncagua, eux ne désirant plus rien savoir sur l'infirmière ; distribution de quelques journaux avec notre communiqué.



J'ai fait une conférence dans le camp. C'était drôle. Une espèce de meeting pour avertir les réfugiés de notre décision. Il y avait une hostilité énorme. Mille personnes réunies dans une espèce de gigantesque amphithéâtre. Avec un porte-voix, je leur rendais compte des échecs des différentes réunions. À la fin, je me suis fait huer. Mais, au moment de la dispersion, quelques personnes sont venues me voir et m'ont dit « vous savez, faut pas croire que tous les gens qui gueulent pensent ça ». Des femmes sont venues, dont certaines qui avaient participé à la négociation antérieure, m'ont confirmé ce que je savais : « on n'est pas libre dans ce camp, on ne fait pas ce qu'on veut ».

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Le même jour, le Ministère de la Santé publique dénonce l'attitude négative des comités vis-à-vis de MSF.



« Les dirigeants des réfugiés entravent le travail des organisations de secours. » El Tiempo, (Honduras) 8 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
Cette attitude hostile envers des institutions aussi respectables et aussi professionnelles et dévouées que Médecins Sans Frontières n'a pas d'explication logique. On a prétendu limiter la circulation dans le camp, on a volé du matériel dans leurs entrepôts, on a calomnié les personnes chargées des régimes alimentaires et on a saboté de différentes manières l'action de personnes et d'organisations qui voulaient apporter du bien-être.

Le 11 juillet 1988, le coordinateur MSF annonce la décision de retrait des équipes MSF des camps au représentant du HCR.



Lettre du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF France au Honduras au responsable de programme MSF France, le 5 août 1988 (en français).

Extrait :
11 juillet : ai demandé rendez-vous à Waldo Willalpando, [représentant du HCR au Honduras], pour lui annoncer notre décision de retrait du camp suite à la réception de la copie de la lettre adressée à Fecci [Feci],et dans laquelle l'équipe de Colomoncagua ne voyait que calomnies. Prend acte… et promet de suivre l'affaire (j'ai dû lui faire une photocopie de cette fameuse lettre ; dont eux n'avaient pas reçu copie, bien curieusement…).

Les 14 et 16 juillet 1988, la communauté des réfugiés salvadoriens de Colomoncagua publie successivement deux communiqués accusant le HCR de les abandonner et les équipes MSF de ne pas faire leur travail.



Communiqué des comités de Colomoncagua, 14 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
La communauté des réfugiés salvadoriens au Honduras communique à l'ensemble du mouvement de solidarité national et international, aux organisations humanitaires, au mouvement œcuménique des églises, aux organisations non gouvernementales, aux gouvernements amis aux travailleurs du monde entier qu'un jeûne permanent et sans limite a été initié le 28 juin […] Nous déclarons à la communauté nationale et internationale que notre jeûne perdurera tant que les requêtes suivantes ne seront pas satisfaites : […] révision du travail humanitaire réalisé par MSF dans le camp, car nous le considérons comme totalement déficient.



Communiqué de la communauté réfugiée salvadorienne de Colomoncagua Honduras, le 16 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
La communauté des réfugiés salvadoriens au Honduras à l'ensemble du mouvement de solidarité national et international, aux organisations humanitaires, aux gouvernements amis, aux travailleurs et à tous ceux qui s'intéressent à notre situation. Nous informons que :
[...] de 1984 à 1988, l'intervention de MSF a été complètement déficiente. Pendant cette période, la communauté n'a reçu et ne reçoit toujours pas d'assistance médicale adéquate. MSF ne fait aucune confiance à notre personnel de santé et ne lui prodigue aucune formation. Il n'y a qu'un seul médecin pour San Antonio et Colomoncagua, les promoteurs de santé ne sont pas autorisés à distribuer des médicaments, il n'y a pas suffisamment de médicaments, comme c'était le cas les années précédentes. En raison de l'abandon de MSF en juin, le district de santé a enregistré 3 767 malades. La 14 juillet, dans le sous-campement de Vegas, nous avons dû supporter le décès de la jeune Clelia Zenaida Ortiz, âgée de six mois qui n'a pas reçu d'assistance médicale au moment opportun. C'est en raison de tout cela que, le 7 juillet, nous avons envoyé une lettre à Damaso Fecci [Feci],du HCR à Genève en lui demandant le remplacement de MSF.

Le 22 juillet 1988, après une longue discussion sur les conséquences possibles d'une telle décision à propos de la sécurité des réfugiés, le conseil d'administration de MSF France décide que tous les programmes au Honduras devront être fermés, le 31 décembre 1988 au plus tard.



Compte rendu du conseil d'administration de MSF France, 22 juillet 1988 (en français).

Extrait :
Une longue discussion s'engage : le problème se pose sous différents angles.
- Se défaire des uns, c'est prendre le parti des autres. Or les autres, c'est l'extrême droite salvadorienne ou l'armée hondurienne.
- Continuer à travailler avec les comités, c'est travailler avec des gens qui, dans les camps, ont des attitudes de bourreaux. On ne peut pas demander à une équipe de Médecins Sans Frontières de les couvrir.
- Si Médecins Sans Frontières met sur la place publique ses différends avec les comités, cela va être récupéré par la presse locale de droite comme de gauche et par la presse française et peut-être mettre en danger les réfugiés et les équipes. Si nous envoyons des journalistes dans les camps, que vont-ils voir ? Les réfugiés ont peur et ne parleront pas. Si les journalistes reviennent avec des informations utilisables, cela risque de provoquer des interventions militaires honduriennes et nous serions alors responsables de nouvelles exactions qui, de plus, conforteraient les comités.
- Le départ de Médecins Sans Frontières pourrait être un facteur de danger de moins pour les réfugiés (par le fait qu'il ferait tomber la tension).
- Il est choquant pour certains que Médecins Sans Frontières quitte les camps.

DÉCISION FINALE ACCEPTÉE PAR L'ENSEMBLE DU CA : retrait à échéance maximum du 31 décembre 1988, dans des conditions calmes et responsables, en accord avec le HCR,

le temps que toutes les conditions d'un remplacement correct soient satisfaites. Voir comment la situation va évoluer. Médecins Sans Frontières ne déclenche pas de campagne de presse. Retrait étalé afin de permettre au HCR de trouver une agence de remplacement dans l'intérêt des réfugiés.

Il se trouvait que j'étais le seul qui avait une continuité de présence sur ce terrain depuis les premières semaines. Donc j'avais cette profondeur historique qui me laissait penser qu'il ne s'agissait pas seulement de hauts et de bas. À chaque fois qu'il y avait un bas, il était un peu plus haut que le bas précédent. Il y avait un cran d'arrêt qui nous menait un peu plus loin dans les exigences, dans la violence qu'ils exerçaient contre nous, dans l'instrumentalisation des humanitaires. Donc je pensais vraiment que ce n'était plus jouable. Et pour moi c'était un impératif. C'était devenu un enjeu de fond de MSF. J'étais absolument persuadé qu'il fallait partir, qu'on s'était suffisamment laissé manipuler. Francis Charhon, le directeur général, était tout à fait d'accord avec moi sur le fond mais ne supportait pas l'idée qu'on se fasse battre par ce comité et pensait qu'on devait pouvoir trouver les ressources pour rester. D'autres minimisaient l'action des comités et disaient : « mais enfin il y a des réfugiés, il y a des besoins, il faut qu'on reste. » C'est le seul moment à MSF où j'ai mis en balance le fait de rester comme président… Je n'en ai pas parlé sur le moment, mais si on n'avait pas réussi à partir du Honduras, moi je démissionnais. Ça me rongeait. J'étais un peu minoritaire, parce que de loin c'était abstrait, compliqué à comprendre. Il fallait vraiment le vivre sur place, être confronté à ces gens pour arriver à voir la force et la violence des comités, leur détermination qui pouvait aller jusqu'à la mort, la torture. Avec le recul on se dit : « c'est le combat révolutionnaire. » Mais sur le moment… Le CA était assez faible à l'époque. Moi, j'avais cette ligne de non-retour, mais je voulais que ça passe. Je ne voulais pas me la jouer seul contre tous, dans un bras de force tous azimuts, au Honduras et à Paris. Je voulais me donner des chances. Je pense que ces assez longs délais correspondent aux compromis que je trouvais utiles pour que la décision finale soit prise. Mais cette décision était prise d'emblée en juillet. Ensuite il y a eu toute cette pagaille, ces débats internes dont j'ai du mal à restituer la teneur parce que je les trouvais surréalistes, absurdes. L'évidence s'imposait à moi avec une telle force que j'avais du mal à débattre.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Le 26 juillet 1988, le coordinateur MSF au Honduras annonce aux membres du personnel local la décision d'arrêter tous les programmes à la fin de l'année 1988.

Lettre du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF au Honduras au personnel médical et paramédical de MSF, 26 juillet 1988 (en espagnol).

Extrait :
Au personnel médical et paramédical de MSF :
Pour votre information, après discussions et selon les instructions du Président de MSF, le docteur Rony Brauman, il a été décidé de suspendre les activités de « Médecins Sans Frontières » dans les camps de réfugiés au Honduras à partir du 31 décembre de 1988. Après huit ans de travail soutenu dans les camps durant lesquels nous avons pu compter sur votre collaboration, nous sommes désolés de devoir passer le relais à une autre agence qui sera désignée prochainement.

Pendant toute cette période, les équipes MSF sont confrontées au climat hostile qui règne dans les camps.

Lettre de la coordinatrice MSF à Colomoncagua au Honduras, juillet 1988 (en français).

Extrait :
Nouvelle stratégie des réfugiés depuis lundi nous obligeant à voir tous les patients (j'aurais dit samedi que les chargés de santé ne savaient rien et que MSF se chargeait de voir les patients). De plus, présence de perturbateurs nous gênant dans le travail et excitant les patients, rencontre de patients agressifs nous ordonnant de leur donner des vitamines ou de les mettre en centres de nutrition etc. Agitation aussi de la part des chargés de santé qui se relaient à tour de rôle, nous provoquant : pourquoi tu ne donnes pas ce traitement ? etc.
Mardi, au filtre, même chose. Max et Carmen sont partis.
J'ai vu, pour ma part, des patients jusqu'à 4 heure de l'après-midi, heure à laquelle j'avais rendez-vous avec la communauté et le HCR.
Grande manifestation organisée demandant le retrait immédiat de MSF, que ceux-ci ont menacé de se retirer le 29 juin et que maintenant ils doivent se retirer : MSF dehors, les accords entre les deux ne marchent plus et ils demandent au HCR de chercher une autre agence humanitaire. Lecture et envoi d'une troisième lettre à Jean-Pierre Hocké et remise au HCR. Le même genre de manifestation nous attendait à Quebrachito et Limones. Position de l'équipe après la manifestation : Carmen et Christine ne veulent plus travailler, faire le filtre dans ces conditions (pression des chargés de santé, des patients). Elles veulent retourner au système des urgences pures. Elles pensent qu'il faut continuer le travail au moins jusqu'aux prochaines négociations avec Leila [...]. A San Antonio, ils ne veulent pas de nouvelle infirmière en septembre.

Lettre de la coordinatrice MSF à Colomoncagua au Honduras, 14 août 1988 (en français).

Extrait :
« Actuellement il nous paraît bien difficile de récupérer une situation qui se dégrade depuis un mois : la coordination et la communauté ayant demandé notre retrait immédiat, toute discussion est impossible. Nous subissons l'assaut permanent de pressions : chargés de santé contestant nos traitements, nous insultant, excitant les patients contre nous, nous traitant d'agents pro-américains, faisant des pressions physiques sur nous ; interventions de provocateurs lors de la consultation. Et ne pas oublier que ceci est une attaque contre l'agence et non contre l'équipe actuelle, que nous avons menacé de nous retirer le 29 juin. Malgré cette situation, nous travaillons car se remettre en situation d'urgence ne nous paraît pas la solution adéquate jusqu'au mois de décembre (les chargés de santé refusant de nous faire voir les patients). Ceci aurait entraîné une dégradation trop rapide de la santé dans le camp [...] Actuellement nous ne voyons pas de solution au problème et revenir sur la décision de se retirer à la fin de l'année nous paraît illusoire. De plus penser que nous allons revenir avec nos exigences, avec l'appui du HCR, nous semble encore plus utopique. Car il faut bien rester conscients qu'actuellement la discussion avec les réfugiés est complètement bloquée, qu'ils veulent notre départ immédiat, qu'ils ne respectent pas nos cinq points.
Espérons que notre point de vue sera pris en considération lors de la discussion à Paris. »

Les 28 et 29 juillet 1988, l'équipe MSF tente de renouer le dialogue avec les comités.



Lettre du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras au desk MSF France, 5 août 1988 (en français).

Extrait :
[…] 28 juillet : San Antonio. Réunion avec le comité :
- estime non nécessaire de répondre à la lettre de Rony ;
- l'infirmière Carmen n'a plus rien à faire à San Antonio ;
- le peuple est prêt à souffrir ;
- leur seul interlocuteur est le HCR, qu'ils rendent responsable des conséquences.
[…] Ce jour, ils ont tenu à faire entendre leur point de vue :
- présence 24h sur 24 de l'équipe au camp ;
- augmentation des quantités de médicaments reçus par les leaders de santé. En plus ils ont sorti une liste de six pages avec un contenu qui a dénoté une certaine organisation par derrière et surtout une aberration quant au contenu (matériel de petite chirurgie, plâtres…)
- équipement des centres de santé (sans donner d'explications) ;
- instauration d'une école d'infirmières ;
- plus de matériel d'odontologie, ainsi que pour les sages-femmes ;
- plus de matériel en sanitation.
À la fin le comité demande que MSF sorte du camp, dit que c'est une décision de la communauté, qu'elle est prête à souffrir et que le HCR est responsable de ce qui pourrait arriver.
Le 31 juillet : reprise par l'équipe de la garde de nuit au camp.

Le 10 août 1988, Jean-Pierre Hocké, le Haut-commissaire aux réfugiés, propose à MSF d'analyser les modalités qui permettraient de retarder l'application de sa décision.



Lettre de Jean-Pierre Hocké, Haut-commissaire aux réfugiés (HCR) au Docteur Rony Brauman, Médecins Sans Frontières, 10 août 1988 (en français).

Extrait :
Je tiens à vous assurer que je comprends fort bien les raisons qui motivent votre décision de quitter le Honduras. Il m'apparaît néanmoins fondamental aujourd'hui que vous sachiez que le HCR entend déployer tous ses efforts pour préserver les normes humanitaires et médicales lui permettant d'exercer son mandat. À cet effet, il lui faut à tout prix élargir un espace humanitaire qui a été progressivement menacé. Pour cela aussi, et pour cela surtout, le concours de MSF est primordial.
C'est pourquoi il est indispensable que nous poursuivions le dialogue que nous avons établi ensemble. Je voudrais donc faire appel, d'une part à notre déjà ancienne et fructueuse collaboration, d'autre part aux résultats obtenus jusqu'à maintenant en ce qui concerne l'état de santé des réfugiés qui doivent absolument être sauvegardés. J'aimerais […] que le chef du bureau de l'Amérique latine et des Caraïbes […] puisse vous rencontrer à Paris afin d'analyser en profondeur avec vous la situation actuelle, ainsi que

la mise en place des modalités qui permettraient à MSF, sinon de revenir sur sa décision [...] du moins d'en retarder l'application.

Le 13 août 1988, les équipes de MSF préparent le départ de 1 200 réfugiés de Mesa Grande qui souhaitent rentrer au Salvador. Un tract dénonçant « l'attitude anti-humanitaire » de MSF est distribué.



Rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim coordinateur MSF France au Honduras, décembre 1988 (en français).

Extrait :
Le 13 août : jour de la repatriation[5] d'environ 1 200 réfugiés du camp de Mesa Grande ; nos équipes auront préparé avec les réfugiés cette repatriation dans une excellente ambiance les jours précédents. Au moment du départ du convoi, à notre grande surprise, un document distribué largement dénonce l'attitude répressive de l'armée hondurienne, remercie le peuple hondurien et les agences non-gouvernementales pour l'aide qu'ils ont reçue de leur part, mais dénonce l'attitude anti-humanitaire et mesquine de Médecins Sans Frontières ! Après quelques hésitations, nous suivrons tout de même le convoi. Il était évident que le camp de Mesa Grande, apparemment épargné de ce qui se passait jusque-là à Colomoncagua et San Antonio, suivait le mouvement en cours sur ces deux camps.



Tract distribué dans le camp de Mesa Grande, 13 août 1988 (en espagnol).

Extrait :
Nous critiquons l'attitude anti-humanitaire et mesquine de l'agence Médecins Sans Frontières (MSF) qui, à tous nos problèmes, a ajouté son désintérêt pour notre état de santé.

Le 14 août 1988, l'équipe MSF est expulsée du camp de Colomoncagua par le comité de réfugiés et doit désormais assurer la prise en charge des urgences à l'extérieur du camp.



Rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim, coordinateur MSF France au Honduras, décembre 1988 (en français).

Extrait :
Le 14 août, l'équipe sera, de ce fait, expulsée du camp de Colomoncagua, leur accès au camp étant interdit par les comités de réfugiés. À partir de cette date, nous verrons seulement les urgences que les réfugiés voudront bien nous faire voir, parfois descendus au village ou vus à l'entrée du camp.

5. Repatriación = rapatriement en espagnol

Le 19 août 1988, le conseil d'administration de MSF laisse la porte ouverte à une solution négociée par le HCR.



Compte rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 19 août 1988 (en français).

Extrait :
Honduras : Ibrahim Magdi, coordinateur du Honduras, est à Paris et fait un compte rendu de la situation au Honduras. Il rappelle que les équipes sont soumises à des pressions très fortes. Il parle aussi du risque de transfert du foyer de tension qui existe à Colomoncagua jusqu'à Mesa Grande et San Antonio. Brigitte Vasset lit la lettre de M. Hocké, Haut-Commissaire, qui souhaite envisager avec MSF toutes les solutions possibles avant qu'une décision définitive de retrait des équipes soit prise. Le conseil d'administration donne mandat aux responsables du Honduras pour discuter avec le HCR pour voir si une solution peut être trouvée.

La presse hondurienne et la presse espagnole se font l'écho du conflit entre les comités, le HCR et MSF.



« Le comportement des réfugiés fait courir un risque d'épidémie. » ***Heraldo***, (journal conservateur du Honduras), 30 août 1988 (en espagnol).

Extrait :
Des foyers de contamination pourraient se créer dans des zones proches des camps de réfugiés salvadoriens parce qu'ils ont décidé de ne plus recevoir l'assistance de Médecins Sans Frontières, alléguant que cette organisation européenne ne prend pas correctement soin d'eux.
Consultée à Tegucigalpa, l'administratrice de MSF, Anne Bugnot, a confirmé que, depuis trois mois, l'organisation est dans une « impasse » dans ses relations avec les réfugiés salvadoriens, mais qu'ils cherchent une solution au conflit à travers la médiation du HCR.



Communiqué des comités publié dans la presse hondurienne, fin août 1988 (en espagnol).

Extrait :
La triste exception fut l'agence Médecins Sans Frontières (MSF) dont les représentants, tant au niveau de Tegucigalpa qu'au niveau de Paris, ont eu une attitude complètement négative et insensible vis-à-vis de nos problèmes, essayant de nous imposer leurs propres critères, qui ont maintenu l'état de santé de notre population dans une situation critique, et menaça de se retirer immédiatement des camps si nous n'acceptions pas leurs conditions.



« Les réfugiés salvadoriens exigent le retrait de Médecins Sans Frontières » ***El Tiempo***, (Honduras) 29 août 1988 (en espagnol).

Extrait :
La communauté de réfugiés salvadoriens, basée dans les départements d'Intibuca et d'Ocotopeque, exige le retrait des camps de l'institution philanthropique française « Médecins Sans Frontières parce qu'elle considère que les services de santé fournis par cette organisation sont déficients.



« Situation critique dans les camps de réfugiés. » Patricia Murillo, ***ABC*** (journal conservateur espagnol), 4 septembre 1988 (en espagnol).

Extrait :
Médecins Sans Frontières, organisation médicale et paramédicale qui durant plusieurs années a été présente dans les camps, a été accusée de traiter de façon médiocre et sans humanité un millier de Salvadoriens. Mais l'accusation la plus grave concerne le fait que ceux qui apportent une assistance médicale aux réfugiés ne seraient pas des professionnels de la santé véritablement formés. Dans les dénonciations émanant des camps de Mesa Grande, San Antonio et Colomoncagua, on affirme que les réfugiés sont entre les mains d'usurpateurs du titre de médecin.



« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens » Bertrand de la Grange - correspondant en Amérique centrale, ***Le Monde*** (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
Tout cela n'a fait que renforcer la conviction du Docteur Brauman que MSF ne peut plus travailler dans les camps de réfugiés salvadoriens. Il annonce donc que son organisation quittera le Honduras à la fin de l'année. Par « souci d'équilibre politique » et parce que sa présence n'est plus nécessaire sur le plan médical, MSF retirera aussi son assistance aux 23 000 Nicaraguayens réfugiés au Honduras.
Anticipant cette décision, les comités salvadoriens avaient exigé le retrait de MSF. Dès la mi-août, ils ont interdit l'accès des camps au personnel médical et exigé son remplacement par une organisation « plus sympathisante ». Les incidents se sont multipliés : armés de gourdins cloutés, les réfugiés menacent le personnel de MSF ; ils se sont emparés à deux reprises de leurs jeeps. La radio clandestine de la guérilla, Radio Venceremos, a emboîté le pas et dénoncé sur ses ondes « les mercenaires de MSF au service de l'impérialisme américain ».

Le 2 septembre 1988, Rony Brauman avertit le Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations unies que MSF France ne peut plus répondre de la santé des réfugiés en raison des mauvais traitements subis par les membres de son personnel.



Lettre du Dr Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF à Jean-Pierre Hocké, Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations unies, 2 sep-

tembre 1988 (en français).

Extrait :
Vous savez certainement que la situation ne s'est malheureusement pas débloquée à ce jour et que nos équipes sont encore interdites de séjour dans les camps de Colomoncagua et Mesa Grande. Nous ne sommes plus à même d'assurer aucun soin, même en cas d'urgence vitale : cette semaine, vos collaborateurs ont dû faire appel à un médecin hondurien pour venir traiter, à Mesa Grande, une urgence obstétricale dont les conséquences auraient pu être dramatiques.
Devant une telle opposition de la part des comités de réfugiés, je suis dans la triste obligation de vous dire que nous ne pouvons désormais plus répondre de la santé des réfugiés.
Nous procédons actuellement au renouvellement d'une partie significative de nos équipes dans l'espoir que, malgré les difficultés présentes, des esprits frais puissent apporter un concours plus ferme aux tentatives générales d'apaisement. Il n'en reste pas moins que nous ne pourrons indéfiniment demander à nos volontaires de subir un tel traitement.

Le 6 septembre 1988, le représentant du HCR au Honduras effectue une visite mouvementée dans les camps. Les comités refusent de discuter du « problème MSF ».

Télex du représentant du HCR au Honduras à Rony Brauman et Frédérique Marodon, responsable de programme MSF France, 8 septembre 1988 (en anglais).

Extrait :
Re : Les problèmes de MSF dans l'ouest du Honduras
Premièrement : les 5, 6 et 7 septembre, une mission a été conduite par le délégué adjoint et un représentant du Ministère de la Santé dans les camps de réfugiés salvadoriens de l'ouest du Honduras afin de transmettre aux responsables des réfugiés les commentaires au sujet de la lettre envoyée par les réfugiés de Colomoncagua au HCR. Avons eu des réunions avec les coordinateurs des réfugiés dans trois camps au cours desquelles des échanges en profondeur ont eu lieu.
Deuxièmement :
AAA. Dans les trois camps, les réfugiés ont été déçus et énervés par le fait que le HCR ne change pas de position. Dans tous les camps ils ont clairement déclaré que leur décision d'expulser MSF de tous les camps était irréversible et ne pouvait être reconsidérée. Accusant le HCR de ne pas prendre la situation suffisamment au sérieux, ils l'ont aussi pressé de prendre les dispositions nécessaires immédiatement pour un traitement alternatif en urgence.
BBB. À San Antonio, les réfugiés ont manifesté en exhibant des patients dans des lits devant la foule alors que les prétendus malades avaient été vus marchant vers leurs lits. Il y avait une vieille dame qui semblait être à l'agonie, malgré les efforts du HCR cette femme n'a pas été autorisée à sortir du camp pour être examinée par un médecin MSF.
CCC. À Colomoncagua, plusieurs milliers de réfugiés ont manifesté, exhibant aussi des malades, d'une manière très agressive et hostile ; ils ont accusé MSF d'être responsable de leurs souffrances passées et le HCR pour leurs malheurs actuels. Bien que le délégué

ait été invité à s'adresser à la foule, ses efforts pour transmettre un message cohérent étaient constamment interrompus par des slogans du type : « MSF hors des camps, HCR ne te laisse pas manipuler par l'impérialisme nord-américain - Le peuple uni jamais ne sera vaincu », etc. [...]
DDD. À Mesa Grande les coordinateurs des réfugiés se sont montrés moins hostiles mais n'étaient pas moins déterminés à maintenir le rejet de MSF. Ils étaient en faveur d'une mission envoyée par le siège du HCR.

Le 12 septembre 1988, le HCR diffuse un communiqué de presse soutenant la position de MSF.

Télex du représentant du HCR au Honduras à MSF France, 9 septembre 1988 (en anglais et en espagnol).

Extrait :
Suite à votre télex d'hier concernant les problèmes de MSF au Honduras, Bow[6] [l'adjoint au délégué du HCR au Honduras] propose de suivre les étapes suivantes :
Premièrement, publication d'un communiqué sur la ligne suivante :
Le Haut-commissariat aux réfugiés prend acte de la décision des réfugiés salvadoriens d'interdire à l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières de travailler dans les camps de Mesa Grande, San Antonio et Colomoncagua malgré son appel. Le Haut-commissariat regrette profondément une décision prise par la force qui n'est pas du tout justifiée et qui met sérieusement en danger la santé de la population réfugiée. L'organisation Médecins Sans Frontières a collaboré au programme pour les réfugiés depuis le début et a largement démontré sa capacité technique et son dévouement à la cause humanitaire de l'assistance aux réfugiés. Pour preuve de ce dévouement, MSF a confirmé qu'elle resterait à disposition de tous dans les localités où se trouvent les réfugiés pour prendre soin d'eux jusqu'à ce qu'une autre organisation les prenne en charge. La situation va être examinée par les autorités gouvernementales compétentes et le HCR afin de trouver une alternative acceptable pour la santé de la population réfugiée et l'accomplissement du mandat humanitaire du HCR.

« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens. » - Bertrand de la Grange correspondant en Amérique centrale, Le Monde (France), 16 novembre 1988 - (en français).

Extrait :
Devant ce flot d'accusations fantaisistes, le HCR prend position en faveur de MSF. Il estime qu'il est « impossible de trouver un organisme aussi compétent » dans ce domaine et qu'« aucune organisation sérieuse ne pourrait accepter la plupart des exigences des réfugiés ». Cela lui vaut immédiatement d'être accusé par les comités de participer avec MSF à un « complot » inspiré par les États-Unis pour forcer les réfugiés à rentrer chez eux.

6 . Bow est l'adjoint au délégué du HCR au Honduras.

Le HCR s'efforce de trouver une solution alternative pour remplacer MSF, dont les comités de réfugiés exigent le départ.



Télex du représentant du HCR au Honduras à MSF France, 9 septembre 1988 (en anglais).

Extrait :
Quatrièmement :
AAA. Si l'intransigeance des réfugiés était déjà claire avant cette mission, il apparaît aujourd'hui qu'en particulier les réfugiés de San Antonio et de Colomoncagua sont déterminés à chercher des martyrs plutôt qu'à considérer une solution qui impliquerait MSF. D'un autre côté, il est important que les réfugiés prennent conscience que si leurs demandes sont illimitées, il y a des limites aux solutions. De plus, quelle que soit la solution proposée, elle n'apportera pas nécessairement une amélioration dans le secteur de la santé.
BBB. Cela dit, il faut souligner que la position actuelle du HCR ne peut être maintenue plus longtemps sans faire courir le risque d'un sérieux problème de santé qui peut prendre des proportions impossibles à gérer. Le UNHCR ne doit pas se mettre en situation d'être critiqué pour avoir laissé perdre le contrôle de la situation sanitaire.
Cinquièmement :
AAA. Mesures d'urgence – stratégie à court terme – MSF doit continuer à offrir ses services et son personnel, et ses infrastructures doivent être utilisées au maximum pour l'instant. Même si c'est seulement à l'extérieur des camps.
BBB. Une mission technique composée d'un expert technique de l'UNHCR, d'un médecin de l'OMS et probablement du Ministère de la Santé publique du Honduras, devrait être annoncée immédiatement et mise en place le plus tôt possible. Il faut remarquer que les coordinateurs des réfugiés à San Antonio et Mesa Grande ont demandé la mise en place d'une telle mission. Cette mission devrait visiter les camps de réfugiés afin d'examiner 1) la situation sanitaire générale 2) les exigences des réfugiés et l'identification de solutions compatibles avec des standards médicaux acceptables.
CCC. On s'attend à ce que les réfugiés cherchent désormais un soutien international à leurs exigences, en utilisant toutes sortes d'histoires horribles sur des mauvais traitements reçus de la part de MSF. L'UNHCR devrait prévenir et contre-attaquer avec une campagne d'information publique. En ce moment, Bow prépare un communiqué qui devrait être diffusé le plus largement possible.
[...] Sixièmement : Remplacement de MSF – Stratégie à long terme
AAA. Le coordinateur général de CONARE [Comisión Nacional de Refugiados - Commission Nationale pour les Réfugiés, organisme national chargé de la question des réfugiés sur le territoire hondurien] a déclaré publiquement que MSF n'est pas autorisé à revenir dans les camps et que le Ministère de la Santé publique devra prendre soin de la santé des réfugiés. Dans ce sens, il faut noter que le Ministère de la Santé publique a récemment envoyé une équipe composée d'un médecin et d'un épidémiologiste aux camps de réfugiés de Colomoncagua et San Antonio afin d'examiner les éventuels dangers que pourraient faire peser sur la population hondurienne le manque d'assistance médicale à une population de réfugiés. Cette équipe a été extrêmement bien accueillie par les réfugiés des deux camps qui ont interprété cette visite comme une alternative de facto à MSF.

Le 23 septembre 1988, après débat, le conseil d'administration de MSF confirme sa décision de ne pas communiquer avec la presse sur ce sujet, afin de protéger les réfugiés d'éventuelles représailles de la part de l'armée hondurienne.



Compte rendu de la réunion du conseil d'administration MSF, 23 septembre 1988 (en français).

Extrait :
Au Honduras, la situation s'est encore durcie. Les comités ont radicalisé leur attitude envers les équipes MSF qui ne peuvent même plus pénétrer dans les camps depuis le 19 août et sont astreintes à recevoir les urgences à l'extérieur des camps, à Mesa Grande dans la baraque du HCR et à Colomoncagua…
Les gens de la guérilla que nous avons désiré rencontrer se sont jusqu'à ce jour dérobés à toute rencontre et toute prise de contact.
Des contacts ont été pris avec l'Église au Honduras et au Salvador pour expliquer la situation et l'attitude de Médecins Sans Frontières et allumer des « contre-feux » en cas de besoin.
Le HCR a pris publiquement position pour soutenir MSF. Il y a quinze jours, la décision a été prise que nous nous retirerions dans un délai de trois semaines s'il n'y avait pas d'amélioration de la situation. Ce délai arrive à expiration à la fin du mois. Il semble qu'il n'y ait pas d'autre solution. Rony Brauman va rencontrer lundi 26 septembre le responsable du HCR à Genève et lui annoncera notre départ. Les accusations des réfugiés à l'encontre de MSF ont été reproduites jusque dans un journal en Espagne ; des articles calomnieux avaient auparavant été publiés dans les journaux proches de l'ARENA (extrême droite) au Salvador.
Le problème est posé à nouveau par le CA de savoir si MSF doit dévoiler à la presse les exactions des comités. En raison des risques de représailles de toutes sortes sur les réfugiés, le CA renouvelle sa position : pas de communiqué de presse ni de campagne de presse. Ne pas oublier que l'armée hondurienne veut se débarrasser des réfugiés. Depuis quelques semaines, même les ONG qui étaient contre nous se mettent de notre côté ; elles ne peuvent défendre l'indéfendable ; la rumeur court au Honduras qu'après Médecins Sans Frontières, ce sera bientôt le tour des autres ONG d'être agressées par les comités. À suivre…

Le 30 septembre 1988, trois membres du personnel MSF sont victimes d'une embuscade en traversant le camp de San Antonio.



Rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF au Honduras, décembre 1988 (en français).

Extrait :
30 septembre : 3 membres de Médecins Sans Frontières, partis chercher l'infirmière de garde au village de San Antonio, se feront embusquer par les réfugiés sur le chemin du retour (le camp de San Antonio devant être traversé pour accéder ou sortir du village). Il sera alors décidé de ne plus répondre à d'éventuelles urgences pour lesquelles on serait appelé vu que nos équipes étaient en danger en s'y présentant. La situation

confuse continuera à régner jusqu'à début octobre, date à laquelle le ministère à la demande du HCR à Tegucigalpa enverra des équipes médicales pour nous remplacer.

Le 1 octobre 1988, le représentant de la commission nationale pour les réfugiés (CONARE) et celui du HCR dénoncent dans la presse le refus des comités de laisser MSF soigner les patients dans les camps.



« Rejeté, Médecins Sans Frontières se retire des camps de réfugiés. » ***Heraldo*** (Honduras), 1er octobre 1988 (en espagnol).

Extrait :
Le délégué a déclaré que la situation est très conflictuelle car elle met en jeu la vie de nombreux enfants, de femmes et de personnes âgées en grande partie à cause du caprice du groupe qui contrôle les camps, qui met la pression sur le HCR et le gouvernement pour changer d'agence d'assistance médicale.

Le 6 octobre 1988, une commission composée des représentants de l'OMS, du HCR et du Ministère de la Santé du Honduras évalue la situation dans les camps et confirme que l'état de santé des réfugiés est correct.



Rapport de mission du Dr Magdi Ibrahim - coordinateur MSF Honduras, décembre 1988 (en français).

Extrait :
6 octobre : une commission de trois membres (1 médecin OMS, 1 médecin délégué par le HCR et 1 autre représentant le ministère) fera une tournée d'évaluation sur les 3 camps salvadoriens et émettront un document avec des recommandations dont certaines vont déjà dans l'optique de faire la part des choses entre les normes techniques et la réalité des camps (en fait, réalité centraméricaine). Dès le 19 octobre, nous serons totalement déchargés de toute responsabilité médicale.



Les besoins médicaux étaient assez limités. Toutes les urgences pouvaient être prises en charge. Des milliers de Honduriens vivaient dans le coin sans couverture médicale, il y avait des hôpitaux qui pouvaient accueillir les urgences, il y avait un dispensaire. L'enjeu était disproportionné par rapport à l'humiliation et la violence que subissait l'équipe MSF. La radicalisation du comité rendait le travail impossible et lui faisait perdre toute autonomie, toute dignité.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

À la mi-octobre 1988, le journaliste René Backmann publie dans l'hebdomadaire français *Le Nouvel observateur,* un reportage réalisé en juillet, dans lequel il qualifie les comités de réfugiés d' « émules de Pol Pot » et raconte l'épisode de lynchage qui s'est déroulé à Colomoncagua début juillet 1988, en citant MSF.



« Le Salvador entre deux terreurs » ***Le Nouvel Observateur*** (France) - René Backmann, 30 septembre au 6 octobre 1988 (en français).

Extrait :
Les petits dictateurs qui contrôlent les « comités populaires » de certains camps de réfugiés salvadoriens au Honduras ressemblent plus à des disciples de Pol Pot qu'à des élèves de Che Guevara. C'est une véritable terreur khmer rouge qui règne sur ces milliers de campesinos exilés. « Je n'avais jamais vu un tel climat de violence et d'intolérance » raconte Christine Durnerin, de Médecins Sans Frontières, qui a pourtant été en mission à Beyrouth. « J'ai fini par craquer et quitter le camp où je travaillais après avoir tenté en vain d'empêcher un lynchage. »

Le 17 octobre 1988, la presse du Honduras annonce le retrait de Médecins Sans Frontières des camps de réfugiés salvadoriens.



« Médecins Sans Frontières abandonne les réfugiés » ***El Tiempo*** (Honduras) - 17 octobre 1988 (en espagnol).

Extrait :
Le directeur de Médecins Sans Frontières, Magdi Ibrahim, a confirmé hier qu'à partir du 31 décembre de cette année, ils suspendraient les activités médicales et sanitaires dans les camps de réfugiés du pays. Le responsable a regretté ce retrait et a déclaré que les standards médicaux appliqués, basés sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et du Ministère de la Santé publique ne satisfaisaient pas les désirs des leaders de la communauté réfugiée et que ces derniers exigeaient des médicaments dont ils ne pouvaient pas assurer la prescription et le suivi.

Le 18 octobre 1988, les comités annoncent dans la presse salvadorienne qu'ils ont décidé d'expulser Médecins Sans Frontières.



Communiqué des comités de réfugiés salvadoriens au Honduras - ***El Mundo*** (El Salvador), 17 octobre 1988 (en espagnol).

Extrait :
Les réfugiés salvadoriens au Honduras dénoncent devant le peuple salvadorien les organisations de défense des Droits de l'homme et la communauté internationale :
[...] étant donnée la négligence dans le travail de l'agence française Médecins Sans Frontières, nous, les réfugiés, prenons la décision de les expulser du programme.

Le 21 octobre 1988, le départ de MSF des camps du Honduras pour le 15 novembre est annoncé au conseil d'administration. Dans les semaines qui suivent, les équipes de MSF sont progressivement remplacés par des équipes envoyées par le Ministère de la Santé hondurien.



Compte rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 21 octobre 1988 (en français).

Extrait :
Annonce officielle du départ de Médecins Sans Frontières. Nous quittons les camps de l'Occident le 15 novembre. Un logisticien restera sur place dans la zone de chacun des camps afin de régler les problèmes en suspens.
Une commission composée de trois médecins (du Ministère de la Santé hondurien, de l'ACNUR (HCR) au Costa Rica et de l'OMS) est venue évaluer la situation dans les camps : l'état de santé des réfugiés est correct, mais l'hygiène est déplorable.
La commission a bien été acceptée par les réfugiés ; elle a proposé un plan d'urgence :
1) consultations et vaccinations ;
2) après janvier, présence d'un médecin hondurien gérée par une des agences déjà présente dans le camp pour ne pas compliquer la situation. Le HCR est plus favorable à la Croix-Rouge hondurienne. Il y a eu une annonce publicitaire, au Salvador le 18 octobre, disant que les réfugiés avaient décidé d'expulser Médecins Sans Frontières !!!
En ce qui concerne la « campagne de presse » : article dans *le Nouvel Observateur* de René Backmann qui a suivi toute l'évolution de la situation en juillet (le lynchage etc.). René appelle les comités des émules de Pol Pot.
Le correspondant du *Monde*, B. de la Grange arrive prochainement au Honduras.
La cote des réfugiés est au plus bas. Localement la presse les étiquette comme guérilleros.
Fait nouveau : au camp de Mesa Grande, guerre ouverte à l'intérieur des camps. Un rapatriement de 1 500 personnes est prévu. Des réfugiés demandent que Médecins Sans Frontières reste. L'équipe ne voulait plus quitter Mesa ; les relations ne sont pas coupées car les réfugiés continuent à être soignés en dehors du camp.

Le 16 novembre 1988, le quotidien français Le Monde **publie un article de Bertrand De la Grange, son correspondant en Amérique centrale. Il décrit de manière détaillée la mise en coupe réglée des populations des camps par les comités de réfugiés et le conflit qui oppose ces derniers aux équipes MSF.**



« Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps, l'organisation Médecins Sans Frontières renonce à assister les réfugiés salvadoriens. » Bertrand de la Grange - correspondant en Amérique centrale, ***Le Monde*** (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
Les affrontements se sont cependant multipliés depuis le début de l'année entre les forces armées et la guérilla qui tire de nombreux avantages de l'existence proche des camps de réfugiés.

La crise couvait depuis longtemps entre Médecins Sans Frontières et les « comités » de réfugiés salvadoriens dans les trois camps situés au Honduras : Colomoncagua, Mesa Grande et San Antonio. Les camps de réfugiés servent en effet de « sanctuaires » à la guérilla du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération nationale), qu'ils alimentent en combattants, en médicaments et en uniformes, fabriqués dans les ateliers. Pour que le système fonctionne correctement, il faut la complicité des organisations non gouvernementales étrangères qui travaillent dans les camps, sous contrôle du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR).
Médecins Sans Frontières, qui travaillait depuis huit ans au Honduras, voulait, dans le conflit salvadorien, s'en tenir à des responsabilités strictement médicales. Cette neutralité était inacceptable pour les comités et le FMLN. D'où la crise.
[...] Pourquoi cet acharnement contre MSF ? « C'est un problème politique » affirme le docteur Alain Destexhe, qui effectue actuellement pour MSF une tournée au Honduras. « Contrairement aux autres organisations non gouvernementales présentes dans les camps, dit le docteur Brauman, nous avons toujours conservé une certaine distance à l'égard de l'engagement politique des réfugiés – ou plutôt, devrais-je dire, des comités. Ces derniers ne veulent plus de MSF car nous sommes les seuls à ne pas appuyer ouvertement leur cause. »
A Mesa Grande, le FMLN est favorable au rapatriement, car la valeur stratégique du camp est limitée vu son éloignement de la frontière (environ 40 kms). C'est pourquoi plus de sept mille réfugiés sur les onze mille que comptait Mesa Grande en octobre 1987 ont pu rentrer au Salvador, en trois vagues, ces douze derniers mois. À Colomoncagua et San Antonio, le Front a adopté une ligne inverse. Ces deux camps, étant très proches de la frontière, le va-et-vient entre eux et le Salvador est incessant : les autorités honduriennes reconnaissent qu'elles sont incapables d'intercepter les « réfugiés » qui vont au combat ou en reviennent.
Pour le FMLN, il est donc vital de garder les réfugiés à sa disposition et les comités sont chargés d'appliquer strictement les ordres venus d'en haut sur ce plan comme sur tout le reste. Tous les moyens sont bons. Selon un témoin privilégié des événements, lui-même membre du comité à l'époque, cinq réfugiés ont été exécutés en 1985 à Colomoncagua à la suite de désaccords avec le représentant du FMLN dans le camp, un certain Osmin.
Pour maintenir leur contrôle sur les réfugiés, les comités entretiennent un climat de mobilisation permanente. Ils ont fait creuser et construire des fortifications avec des pieux acérés, pour se défendre, disent-ils, contre un « plan de transfert » que l'armée hondurienne serait sur le point de mettre à exécution pour les éloigner de la frontière.
Les comités repèrent les candidats au départ : ils exercent un contrôle sur la correspondance. Ils recourent à des moyens de pression divers pour les empêcher de partir : réduction ou suppression de l'alimentation, harcèlement systématique, insultes, punitions, etc. Un représentant du HCR incapable, dans de telles conditions, de remplir ses fonctions de protection du droit des réfugiés au rapatriement nous dit : « nous avons dû accepter de faire des départs de nuit dans l'espoir de tromper la vigilance des comités. Nous avons, dès lors, nous-mêmes été physiquement agressé sur l'ordre des comités ».
« C'est vrai, reconnaît Rosalie qui fait partie actuellement du comité de Colomoncagua, nous ne sommes pas favorables au rapatriement, en général, parce que la guerre n'est pas terminée et que les conditions ne sont donc pas réunies pour notre réinstallation au Salvador. » De fait, nombre de réfugiés n'ont pas perdu le souvenir d'atrocités commises par l'armée.
Le HCR détient une part de responsabilité dans la dérive de ces camps de réfugiés. Plusieurs fonctionnaires de cet organisme des Nations unies reconnaissent qu'ils ont commis l'erreur de céder sur la plupart des revendications des réfugiés, manipulés par

les comités. Parmi les solutions envisagées, on évoque la recherche de pays tiers pour accueillir les réfugiés qui ne veulent plus rester dans les camps mais ont peur de retourner au Salvador. Plusieurs pays, en particulier les États-Unis et le Canada, auraient répondu positivement aux démarches du HCR en ce sens.
Mais les comités peuvent compter sur l'appui de très puissantes organisations non gouvernementales comme Caritas et surtout Catholic Relief Service, qui sont chargées par le HCR d'humaniser les principaux programmes d'aide dans les camps (éducation, ateliers, etc.). « Le plus scandaleux, déplore un médecin, c'est que des organismes humanitaires se font complices de ce système d'oppression. L'aide humanitaire sert finalement à renforcer le pouvoir des comités et à transformer les camps en petits goulags. » MSF a préféré jeter l'éponge.

Il se trouve que Bertrand de la Grange et René Backmann étaient au Salvador à ce moment-là. J'étais déjà bien copain avec Backmann et je l'ai averti des motivations de cette décision. Il travaillait notamment sur la guérilla donc il a rendu compte de la situation mais de façon un peu marginale. De la Grange, qui était correspondant au Mexique et couvrait l'Amérique centrale, était très intéressé par cette histoire. C'était un libéral anti-communiste de choc. Pas du tout d'extrême droite, mais anticommuniste. Donc il a visité le camp, mais je ne l'ai pas rencontré dans le camp car je ne voulais pas me montrer avec lui. On s'est vu à Tegucigalpa. Je lui ai raconté quelles difficultés on rencontrait mais de façon assez dédramatisée. Mais il n'était pas dupe. Il connaissait admirablement tout dans la région. Il parlait l'espagnol comme le français, il lisait tout ce qui se produisait là-dessus. Il était très au courant. Donc il a fait un article très juste, mais beaucoup plus politique que ce qu'on aurait voulu.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Les informations diffusées dans l'article du *Monde* sont reprises par la presse du Honduras et commentées par les représentants des Comités dans un communiqué adressé à MSF.

« Les réfugiés ont expulsé MSF, selon un organisme salvadorien. » **AFP** (France), 16 novembre 1988 (en français).

Extrait :
L'organisation humanitaire française « Médecins Sans Frontières » (MSF) a été expulsée des camps de réfugiés salvadoriens au Honduras en raison « du manque de soin » dont souffrent les exilés, a déclaré mardi à San Salvador la Coordination nationale de repeuplement (CNR). La CNR qui coordonne les activités des réfugiés au Honduras a réfuté les déclarations des responsables de MSF selon lesquelles l'action de l'organisation était devenue impossible du fait d'une emprise trop pesante des « comités » contrôlant la population des camps. « Les réfugiés ont expulsé MSF parce qu'ils ne recevaient pas les soins nécessaires » a déclaré Inocente Orellana, responsable de la CNR. Une vingtaine de médecins travaillant dans les camps de Mesa Grande, Colomoncagua et San Antonio - où se trouvent actuellement 14 000 réfugiés salvadoriens - quitteront le Honduras d'ici le 31 décembre, selon des responsables de l'organisation qui ont fait état de « grandes

tensions politiques » à l'intérieur des « camps de concentration du Honduras ». M. Orellana a pour sa part accusé MSF de ne pas « prodiguer de soins médicaux aux personnes malades, d'avoir fait preuve de négligence en ce qui concerne le transfert de malades vers les hôpitaux de la capitale, Tegucigalpa et d'avoir dans de nombreux cas refusé des médicaments ».
Il a par ailleurs qualifié de « totalement fausse » les déclarations de MSF selon lesquelles les réfugiés sont « manipulés » par les guérilleros du Front Farabundo Marti de Libération nationale.



Communiqué des comités en réponse aux propos tenus dans ***Le Monde***, repris dans le journal hondurien ***La Tribuna***, 21 novembre 1988 (en espagnol).

Extrait :
Nous dénonçons comme totalement fausses et tendancieuses les accusations de MSF et affirmons que cette agence n'a pas décidé de son propre chef de cesser d'assister les réfugiés mais a été expulsée par la communauté réfugiée salvadorienne de Colomoncagua, San Antonio et Mesa Grande. La raison de cette expulsion du programme est le mécontentement de milliers de réfugiés salvadoriens devant le travail médiocre de MSF et l'absence de volonté de cette agence de l'améliorer
[...] En ce qui concerne les accusations de MSF alléguant que « les comités prennent leurs ordres en haut ». Nous signalons la faible capacité de cette agence qui nous considère incapables de prendre nos propres décisions et que ces accusations nous semblent venir d'une agence dédiée à l'espionnage ou d'un quelconque service de renseignements militaires [...] Nous ne reconnaissons pas à MSF la moindre référence morale pour avoir une opinion sur nos problèmes [...] Nous adressons notre reconnaissance à un petit groupe de travailleurs de MSF, qui ont compris le caractère humanitaire de leur travail, et qui ont été choqués par l'orientation de la direction de cette agence privée. Notre reconnaissance va au peuple et au gouvernement de France qui, par leurs dons participent, au soulagement de notre souffrance.

Le 26 novembre 1988, *Le Monde* publie deux « droits de réponse » : celui de Rony Brauman précise que le motif du retrait de MSF n'est pas la présence de la guérilla dans les camps, mais le harcèlement des équipes par les comités... et celui d'Antonio Martinez-Uribe, représentant en Europe de la commission politico-diplomatique du FDR-FMLN (Front démocratique révolutionnaire - Front Farabundo- Marti de libération nationale) dénonce la position de MSF.



Correspondance : « Les camps de réfugiés salvadoriens au Honduras. » ***Le Monde*** (France, 26 novembre 1988 (en français).

Extrait de la réponse de Rony Brauman :
Je tiens donc à préciser que notre retrait forcé de ces camps n'est dû qu'au harcèlement permanent auquel étaient dernièrement soumises nos équipes de la part de ces « comités ». Je ne sais pas si la guérilla est présente dans ces camps. Que ce soit ou non le cas, cela n'avait aucune incidence en soi sur le travail que nous pouvons y effectuer. Ce qui a ruiné huit années de présence ininterrompue, c'est un comportement dont René Backmann écrivait, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, qu'il « rappelait

fortement celui des Khmers rouges ». Le refus de Médecins Sans Frontières de devenir un instrument au service de ces « comités » est à l'origine de ce rejet. La mort dans l'âme, nous avons dû quitter ces réfugiés qui, une fois de plus, font les frais d'un radicalisme qui n'est pas le leur.

Extrait de la réponse d'Antonio Martinez-Uribe
En ce qui concerne Médecins Sans Frontières, il est difficile de comprendre la conduite d'une organisation humanitaire qui renonce à son activité pour ne pas être complice d'une guérilla comme celle du FMLN et qui dénonce les autres organismes, y compris celui patronné par l'Église catholique, comme favorables à la guérilla et au système d'oppression. Cette position de MSF ne peut être comprise que comme un engagement en faveur de l'une des parties au conflit.

De l'autre côté de la frontière, les escadrons de la mort étaient très actifs. Ils sortent tous du même moule, ils se connaissaient. On ne voulait pas qu'il soit fait un usage policier et militaire de notre déclaration, ce qui aurait été désastreux. C'est la raison pour laquelle, après l'article de Bertrand de la Grange, j'ai fait cette petite mise au point un peu langue de bois, un peu naïve disant « on ne sait pas si la guérilla est présente dans le camp ». Il mettait tout sur le dos de la guérilla et il avait raison. Mais à MSF, on considérait que ce n'était pas notre boulot de jouer sur un terrain aussi sensible.
On ne voulait surtout pas assumer une quelconque responsabilité dans d'éventuels usages pervers de nos déclarations. Donc on a fait profil bas. Et ça nous a mis dans une position très fausse. C'est vraiment une des très rares fois, sinon la seule fois où on a fait profil bas. C'est une prise de position en demi-teinte, très en deçà de la gravité du problème.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

Fin décembre 1988, dans le quotidien français *La Croix*, Chantal Messié, coordinatrice médicale de MSF à Colomoncagua, refuse de confirmer que les comités ont volontairement affamé des enfants pour en faire des martyrs. Elle affirme ne plus vouloir travailler avec MSF « après ce qui s'est passé ».
Dans ce même article, des membres du personnel d'autres organisations humanitaires présentes auprès des réfugiés mettent en cause le mode de travail de MSF.

« Après le départ de MSF des camps de réfugiés salvadoriens au Honduras : des limites supposées de l'aide humanitaire. » Alain Hertogue ***La Croix*** (France), 25 et 26 décembre 1988 (en français).

Extrait :
Beaucoup plus troublantes sont les dénégations de Chantal Messié, coordinatrice de MSF à Colomoncagua jusqu'à fin octobre. Toujours présente dans le village voisin du camp, elle refuse de confirmer les graves accusations de son ancien patron : « Il y avait assez de raisons pratiques pour justifier notre désaccord avec les comités [...]. Mais, pour ce qui concerne les deux morts, les enfants déshydratés et les suicides, je n'ai pas

connaissance d'éléments concrets. [...] Nous n'aurions pas dû nous laisser expulser ainsi, sans tenter de dialoguer.
[...] Selon le personnel des autres organisations humanitaires présentes dans les camps, les frictions avec les comités avaient plutôt comme origine le mode de travail de MSF. « Ils se sont affrontés avec les réfugiés, car ils ont voulu se limiter à une simple assistance médicale » explique un coopérant européen qui a vécu quatre ans dans les camps. Contrairement aux autres organisations, MSF n'encourageait pas les réfugiés à se prendre eux-mêmes en charge. Alors que les comités ont toujours demandé la formation de plus de personnel de santé. « Les gens de MSF ne restaient que six mois et gardaient leurs distances avec les réfugiés » explique le P. Denis Leder, un jésuite nord-américain qui vit à Colomoncagua. Ils faisaient preuve de suspicion vis-à-vis des adjoints de santé. Ils refusaient de mettre les médicaments à leur disposition car, selon eux, ceux-ci les emmenaient dans la guérilla, une fois leur formation terminée. »

En janvier 1989, les derniers membres du personnel de MSF quittent les camps de réfugiés nicaraguayens de la région de Mosquitia et de Danli dits « camps de l'Orient ». MSF poursuit ses activités au Salvador.
Le 12 septembre 1989, dans le quotidien belge Le Soir**, un fonctionnaire des Nations unies en Amérique Latine dénonce entre autres le contrôle des camps des réfugiés salvadoriens au Honduras par les comités et l'impuissance du HCR face à cette situation.**

« ONU Connection en Amérique Centrale. » - Bruno Van Hoorebeke, sociologue, fonctionnaire ONU en Amérique latine entre 1982 et 1989 ***Le Soir*** (Belgique), 12 septembre 1989 (en français).

Extrait :
Dans l'ouest du Honduras, les camps de réfugiés salvadoriens sont contrôlés d'une main de fer par des comités purs et durs qui représentent la tendance la plus extrémiste du FMLN (tendance Pol pot). Ces comités terrorisent les réfugiés, en général d'humbles paysans et dictent leurs lois aux agences volontaires chargées de l'assistance ainsi qu'au HCR, incapable de faire respecter les grands principes de neutralité et d'apolitisme qui en sont le fondement même.
Fin 1988, l'association « Médecins Sans Frontières » a choisi de quitter le Honduras plutôt que de céder aux pressions des « comités ». Les Salvadoriens ont droit à un fonctionnaire international pour 1 000 réfugiés, alors qu'au Soudan, Éthiopie et Pakistan, il y a des millions de réfugiés accompagnés par quelques fonctionnaires sur place.

Fin 1989, avec l'accord des mêmes comités qui l'ont rejetée un an plus tôt, Médecins Sans Frontières prend en charge l'assistance médicale du rapatriement au Salvador de l'ensemble des réfugiés des camps du Honduras.

Rapport moral de novembre 1988 à novembre 1989, Dr Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF France, novembre 1989 (en français).

Extrait :
Notre départ du Honduras avait suscité, l'an dernier un vif débat, en raison des problèmes éthiques et politiques qu'il posait. Je ne mentionne aujourd'hui cette mission que parce que nous l'avons véritablement fermée qu'au mois de janvier dernier, dans un climat en voie de détente, certes, mais toujours détestable. Aujourd'hui c'est l'ensemble des réfugiés qui se prépare à quitter le Honduras pour rentrer au Salvador et c'est en principe MSF qui devrait assurer la couverture sanitaire de ce retour, avec l'accord de ces mêmes comités qui, il y a un an, nous barraient la route des camps.

Ça ne nous a pas empêché de poursuivre nos activités de l'autre côté de la frontière, au Salvador où des équipes MSF travaillaient officiellement auprès des populations déplacées. D'autre part, moins officiellement, MSF recrutait en Europe des médecins qui partaient travailler pour la guérilla, au Salvador. Ils travaillaient avec des moyens en partie financés par MSF, mais pas sous la bannière officielle de MSF. Je suis allé à plusieurs reprises les voir dont deux fois en passant par le Honduras. Ensuite on n'est plus passé que par le Salvador afin d'éviter de mélanger activités dans le camp et activités liées à la guérilla. C'était d'ailleurs plus facile. Après notre départ définitif des camps du Honduras, on a continué nos activités au Salvador et ils nous ont respectés. D'ailleurs un an après, quand l'ensemble des réfugiés est rentré au pays, on a envoyé à Colomoncagua, à San Antonio et à Mesa Grande des volontaires MSF basés au Salvador, pour faire une sorte d'accompagnement médical. Les réfugiés étaient contents, ils nous ont accueillis, il n'y a pas eu de problème.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, supervisant les programmes en Amérique Centrale (en français).

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1969-1989

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en inscrivant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1969	« Guerre des 100 heures » ou « guerre du football » (déclenchée dans les stades) entre le Salvador et le Honduras : retour au pays de dizaines de milliers de Salvadoriens émigrés au Honduras ; augmentation de la pression sur la terre et des tensions sociales au Salvador.	
1970	Reprise de la lutte armée au Salvador.	
1975	Structuration de la guérilla et extension dans les campagnes salvadoriennes – montée en puissance de la répression, en particulier par les groupes paramilitaires.	
1976	Blocage de la réforme agraire au **Salvador**.	
1979	**19 juillet 1979** Entrée victorieuse des sandinistes à Managua, capitale du Nicaragua. **15 octobre 1979** Salvador : renversement du gouvernement élu en 1977 – formation d'une junte populiste qui tente des réformes mais est déstabilisée par la guérilla, l'oligarchie et l'armée.	
1980	Départ des éléments progressistes de la junte en raison de la répression – recrudescence des escadrons de la mort – accélération du cycle de la violence – création du FDR, regroupant organisations de gauche et mouvements populaires. **24 mars 1980** Salvador : assassinat de Mgr Romero, archevêque de San Salvador, soutien des « organisations populaires » – état de siège décrété au Salvador. **14 mai 1980** Massacre de réfugiés salvadoriens par l'armée salvadorienne à la rivière Sumpul, sur la frontière entre le Salvador et le Honduras. **Octobre 1980** Premier afflux de réfugiés salvadoriens au Honduras, formation du FMLN regroupant les cinq principaux mouvements de guérilla.	**Octobre 1981** Début de l'assistance médicale de MSF dans les camps de réfugiés salvadoriens du Honduras : La Virtud et Colomoncagua.

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1981	Élection de Ronald Reagan qui succède à Jimmy Carter à la présidence des États-Unis – le montant de l'aide militaire des États-Unis au Salvador passe de 10 millions à 35 millions de dollars. **Janvier 1981** Échec de l'offensive dite « finale » du FMLN – installation de la guerre civile au Salvador – le Honduras accueille les réfugiés salvadoriens, placés sous surveillance de l'armée. **Mars 1981** Massacre par l'armée salvadorienne de réfugiés salvadoriens qui tentent de franchir la frontière au niveau de la rivière Lempa.	**Février 1982** Fermeture par la force du camp frontalier de La Virtud et relocalisation à Mesa Grande, à l'intérieur des terres – 4 000 réfugiés préfèrent rentrer au Salvador. MSF accompagne la relocalisation des réfugiés.
1982	**Premier semestre 1982** Honduras : afflux des réfugiés Miskito et Sumo nicaraguayens dans la région de la Mosquitia.	
1983	Les Républicains remportent les élections au Congrès étasunien : renforcement du soutien des États-Unis au gouvernement du Salvador – début du soutien des États-Unis à la « Contra » (mouvement antisandiniste basé au Honduras).	
1984	**Mai 1984** Élection de Napoléon Duarte, démocratie-chrétienne, à la présidence du Salvador. **Octobre 1984** Ouverture du dialogue entre le président Duarte et FMLN-FDR. Rupture trois mois plus tard.	**Entre janvier et juillet 1984** Assassinat d'au moins 20 réfugiés salvadoriens par les militaires honduriens. **Juin 1984** Découverte des corps de 14 Salvadoriens à 25 kilomètres du camp de Mesa Grande. **Septembre 1984** Après protestation des comités, annulation du transfert des réfugiés vers Olanchito (Yoro, centre du Honduras).

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1985	Le montant de l'**aide militaire des États-Unis** au gouvernement du Salvador s'élève à **200 millions de dollars**.	Radicalisation des comités de réfugiés. **Août 1985** À Colomoncagua, les comités tentent d'achever un réfugié blessé par les soldats honduriens, afin d'en faire un martyr – assassinat de cinq réfugiés en désaccord avec les chefs de comité.
1986		Succédant à Caritas, MSF prend la responsabilité de la couverture médicale de tous les camps – alternance de périodes de tension et de calme entre MSF et les comités.
1987	**Octobre 1987** Signature des accords d'Esquipulas initiés par le groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), qui proposent un cadre pour des accords de paix dans la région. Pour le Salvador : cessez-le-feu, commission de réconciliation, amnistie et élections. **Novembre 1987** Le FDR s'éloigne du FMLN et rentre au Salvador pour participer au débat politique.	**Octobre 1987** Manifestation des réfugiés de Mesa Grande contre « l'insensibilité » de MSF à leurs problèmes. Rapatriement au Salvador des premiers 4 500 réfugiés de Mesa Grande.
1988	**Mars 1988** Victoire de l'extrême droite (ARENA) aux élections législatives salvadoriennes. **Mars 1988 à mars 1989** Guerre d'usure entre les forces du FMLN et les forces armées salvadoriennes. Incidents à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras. Arrivée de 2 000 soldats des États-Unis au Honduras. **Fin mai 1988** Offensives des militaires salvadoriens dans les départements frontaliers de Chalatenango et Morazan.	**Juin 1988** Début de la grève de la faim organisée par les comités de Colomoncagua, puis ceux de Mesa Grande.

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1988		**24 juin 1988** Communiqué du HCR : « Les taux de mortalité dans les camps de réfugiés sont inférieurs à ceux de la population hondurienne.» **30 juin-1 juillet 1988** Négociations marathon MSF/comité de réfugiés à Colomoncagua. **Juillet 1988** Début d'une guerre de communiqués de presse entre les comités et MSF, qui durera jusqu'au départ de MSF. **4 juillet 1988** Assassinat d'un dirigeant du comité de Mesa Grande par des réfugiés qui ne veulent plus collaborer avec la guérilla – lynchage de l'assassin et de deux membres de sa famille. **7 juillet 1988** Remise à MSF d'une copie d'une lettre des comités au HCR demandant le retrait de MSF du programme d'assistance aux réfugiés. **8 juillet 1988** Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF France, annonce le retrait de MSF aux réfugiés des camps de Colomoncagua et San Antonio. **22 juillet 1988** Le conseil d'administration de MSF France décide du retrait des équipes MSF des camps au 31 décembre 1988, sans campagne de presse. **30 juillet 1988** Manifestations hostiles contre l'infirmière MSF de San Antonio. Attaque de l'entrepôt de médicaments de San Antonio. **13 août 1988** Assistance MSF au rapatriement de 1 200 réfugiés de Mesa Grande. Distribution par les comités d'un tract critiquant MSF.

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1988		**14 août 1988** Équipe MSF expulsée du camp de Colomoncagua. Urgences prises en charge à l'extérieur. **2 septembre 1988** MSF avertit le HCR que ses équipes ne peuvent plus répondre de la santé des réfugiés en raison des mauvais traitements qu'elles subissent. **6 septembre 1988** Le HCR envoie des représentants discuter avec les comités du « problème avec MSF ». **23 septembre 1988** Le conseil d'administration de MSF France confirme sa décision de ne pas communiquer sur son retrait des camps de réfugiés salvadoriens du Honduras. **30 septembre 1988** Embuscade contre trois volontaires MSF partis chercher l'infirmière de garde à San Antonio – décision de ne plus répondre aux urgences sur appel. **Mi-octobre 1988** Article de René Backmann dans le magazine français *Le Nouvel Observateur* comparant la guérilla salvadorienne aux Khmers rouges. **18 octobre 1988** Publication d'une annonce des comités dans la presse salvadorienne informant qu'ils ont décidé d'expulser MSF des camps. **21 octobre 1988** Conseil d'administration de MSF France : annonce du départ des camps de l'Occident (Honduras). **16 novembre 1988** Publication de l'article de Bertrand de la Grange dans le quotidien français *Le Monde* : « Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla, MSF renonce à assister les réfugiés salvadoriens. »

	Amérique centrale	MSF et camps de réfugiés salvadoriens au Honduras
1988		**26 novembre 1988** Réponse du président du conseil d'administration de MSF France dans *Le Monde* : « Je ne sais pas si la guérilla est présente dans ces camps. » **26 décembre 1988** Le président du conseil d'administration de MSF France accuse les comités d'exercer une emprise totalitaire sur les réfugiés, dans le magazine français *La Croix*.
1989	**Mars 1989** Élection d'Alfredo Cristiani (Arena = extrême droite) à la présidence de la République d'El Salvador.	**Janvier 1989** MSF France se retire des camps de réfugiés nicaraguayens au Honduras. **12 septembre 1989** Dans le quotidien belge *Le Soir*, un fonctionnaire de l'**ONU** en Amérique centrale dénonce la mainmise des comités sur les camps et l'impuissance du HCR. Mention MSF. **Dernier trimestre 1989** MSF prend en charge l'accompagnement médical du retour massif des réfugiés salvadoriens du Honduras vers le Salvador.

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les dilemmes, les contraintes et les controverses, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : **www.msf.org/fr/speakingout/accueil**

MEDECINS SANS FRONTIERES

SOCS
MSF SPEAKING OUT CASE STUDIES

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL

Route de Ferney 140, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, www.msf.org

© MSF - Des réfugiés salvadoriens en consultation, dans un camp au Honduras, 1988.